

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025 - 2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Programme 02

Services de soutien auprès du premier
ministre et du Conseil exécutif

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

CAHIER EXPLICATIF

ÉTUDE DES CRÉDITS

2025 – 2026

Programme 02

Services de soutien auprès du premier
ministre et du Conseil exécutif

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Réponses aux demandes de renseignements généraux

Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Table des matières

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025.
2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.).
5. La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel.
6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025.
7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme.
8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 : la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement, le total des coûts, le sommaire de tout contrat, etc.
9. Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : le nom du projet, la nature du projet, etc
10. Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : les coûts estimés par année, les coûts totaux réels pour l'hébergement de données, etc.
11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : la photocopie, le mobilier de bureau, l'ameublement, la décoration et l'embellissement, le distributeur d'eau de source, etc.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

12. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie.
13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026.
14. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées, etc.
15. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025.
16. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025.
17. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés.
18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025.
19. Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.
20. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.
21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)
22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant.
23. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

24. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025.
25. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web, le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour, les coûts de modernisation ou de refonte, la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site, la fréquence moyenne de mise à jour et le responsable du contenu sur le site.
27. Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec.
28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025.
29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.
31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.
32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.
33. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

34. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.
36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres).
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
42. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle.
43. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

44. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
45. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025, etc.
46. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.
47. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action de développement durable 2023-2028
48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse;
49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.
50. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme.
51. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
52. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025.
53. Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.
54. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

55. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 : la liste de tous les concours et tirages réalisés, les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix, etc.
56. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025: le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; etc.
57. Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : le nombre d'incidents de sécurité de l'information; le type d'incidents et les sommes dépensées en gestion des incidents.
58. Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme
59. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.
60. Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.
61. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
62. Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.
63. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.
64. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
65. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
66. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.
67. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

68. Indiquer les coûts de systèmes estimés depuis 5 ans.
69. Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.
70. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.
71. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025.
72. Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions, fournir la liste des salaires versés
73. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demandes de renseignements généraux – questions non répondues et motifs

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR1	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR2	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 16.
NR3	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 17.
NR4	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 37.
NR5	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3
NR6	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'Internet, etc.)	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR7	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR8	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR9	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR10	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR11	G72 Nouvelle	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2024-2025; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2024-2025.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR12	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR13	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13q.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR14	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13n.
NR15	N/A	G04 Nouvelle	N/A	Nombre de postes non pourvus gel d'embauche	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1er novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13r.
NR16	N/A	G06	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR17	N/A	G07	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR18	N/A	G08 Nouvelle	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR19	N/A	G15	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventilier en biens et services.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR20	N/A	G17	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 6.
NR21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 38.
NR23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 5.
NR25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR26	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR27	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2024-2025 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 14a.
NR28	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR29	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, par mission.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR30	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2024-2025, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR31	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des systèmes d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR32	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR33	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds Capital ressources naturelles et énergie.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR34	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR35	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NR36	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR37	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR38	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR39	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR40	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR41	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR42	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR43	G56c	N/A	N/A	Opération main-d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR44	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NR45	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR46	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR47	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NR48	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR49	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR50	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR51	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR52	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR53	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR54	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NR55	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR56	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR57	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NR58	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR59	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR60	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR61	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR62	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR63	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR64	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR65	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR66	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR67	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR68	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NR69	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2024-2025 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR70	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR71	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NR72	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR73	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR74	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR75	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NR76	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR77	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR78	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR79	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR80	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR81	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR82	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR83	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR84	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR85	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR86	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR87	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024-2029 - La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR88	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR89	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NR90	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR91	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR92	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR93	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR94	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR95	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR96	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR97	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR98	N/A	G13	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR99	N/A	G14	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR100	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR101	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR102	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR103	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.
NR104	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR105	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR106	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR107	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2024-2025 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR108	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	G05	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	G09	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2024-2025 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2024-2025, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).†	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSE AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant:
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

VOYAGE (but, endroits, dates)	COÛT TOTAL (\$)	PARTICIPANTS
<u>Toronto (Ontario), 11 avril 2024</u> Participation à la rencontre annuelle des greffiers et secrétaires de cabinets fédéral, provinciaux et territoriaux	310	Savoie, Dominique - Sous-ministre
<u>Halifax (Nouvelle-Écosse), 14 au 18 juillet 2024</u> Rencontre estivale des premiers ministres des provinces et des territoires	19 125	Legault, François - Premier ministre
		Koskinen, Martin - Directeur de cabinet
		Nadeau, Émilie - Photographe
		Sauves, Ewan - Conseiller politique
		Simard-Leduc, Guillaume - Conseiller politique
		Mourelatos, Stavros - Conseiller politique (mission du 11 au 18 juillet 2024)
		Derome, Martin - Technicien en informatique (mission du 12 au 18 juillet 2024)

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSE AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :

VOYAGE (but, endroits, dates)	COÛT TOTAL (\$)	PARTICIPANTS
<u>Régina (Saskatchewan), 21 au 24 août 2024</u> Conférence annuelle conjointe de l'Association des conseillers législatifs au Canada	1 503	Boileau, Ariel G. - Sous-ministre adjoint
<u>Toronto (Ontario), 27 au 28 août 2024</u> Rencontre de travail	1 089	Koskinen, Martin - Directeur de cabinet
<u>New York (États-Unis), 18 au 20 septembre 2024</u> Sommet sur l'ambition climatique	16 537	Legault, François - Premier ministre
		Nadeau, Émilie - Photographe
		Sauves, Ewan - Conseiller politique
		Simard-Leduc, Guillaume - Conseiller politique
<u>Paris (France), 28 septembre au 6 octobre 2024</u> Participation à une mission économique à Paris, suivie du XIXe Sommet de la Francophonie	81 367	Legault, François - Premier ministre
		Blackburn, Annabelle - Conseillère politique (mission du 29 septembre au 7 octobre 2024)
		Doyon, Mathias - Personnel de bureau - Cabinet (mission du 29 septembre au 7 octobre 2024)
		Mourelatos, Stavros - Conseiller politique (mission du 18 septembre au 7 octobre 2024)
		Nadeau, Émilie - Photographe (mission du 29 septembre au 7 octobre 2024)
		Sauves, Ewan - Conseiller politique (mission du 28 septembre au 7 octobre 2024)
		Simard-Leduc, Guillaume - Conseiller politique (mission du 29 septembre au 9 octobre 2024)
<u>Ottawa (Ontario), 20 au 22 octobre 2024</u> Présentation de Québec.ca dans le cadre du panel de la conférence internationale Accelerate GOV	929	Boucher, Martin - Directeur

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSE AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :

VOYAGE (but, endroits, dates)	COÛT TOTAL (\$)	PARTICIPANTS
<u>Paris (France), 6 au 8 décembre 2024</u> Inauguration et réouverture de la cathédrale Notre-Dame de Paris	31 266	Legault, François - Premier ministre
		Mourelatos, Stavros - Conseiller politique
		Nadeau, Émilie - Photographe
		Sauves, Ewan - Conseiller politique
<u>St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador), 11 au 12 décembre 2024</u> Annonce importante pour l'avenir énergétique du Québec	2 733	Legault, François - Premier ministre
		Mourelatos, Stavros - Conseiller politique
<u>Toronto (Ontario), 15 au 16 décembre 2024</u> Rencontre des premiers ministres des provinces et territoires du Conseil de la fédération	2 783	Legault, François - Premier ministre
		Mourelatos, Stavros - Conseiller politique (mission du 14 au 16 décembre 2024)
		Simard-Leduc, Guillaume - Conseiller politique (mission du 15 au 17 décembre 2024)
		Plante, Martin - Conseiller politique
<u>Ottawa (Ontario), 14 au 15 janvier 2025</u> Rencontres avec le premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces et territoires	145	Legault, François - Premier ministre
		Simard-Leduc, Guillaume - Conseiller politique
Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18) : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses		

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;

DÉTAIL DES SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION DU PREMIER MINISTRE DU 1 ^{ER} AVRIL 2024 AU 31 JANVIER 2025					
ITINÉRAIRE	RAISON DU DÉPLACEMENT	DATE DE DÉPART	DATE DE RETOUR	NOMBRE DE VOYAGES	COÛT (\$)
<u>Destinations au Québec</u>					
Montréal	Table ronde économique	12 avril 2024	12 avril 2024	1	13 563
Saint-Elzéar-de-Bonaventure et Chandler (QC)	Annonce importante pour le déploiement du réseau cellulaire au Québec et pelletée de terre officielle pour l'agrandissement du Centre d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) de Chandler	27 juin 2024	28 juin 2024	1	15 833
Rimouski	Rencontre avec le maire de Rimouski et caucus présessionnel	3 septembre 2024	5 septembre 2024	1	14 276
Baie-Comeau	Rencontres avec les autorités du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS), le maire de Baie-Comeau et le chef du Conseil des Innus de Pessamit	20 septembre 2024	22 septembre 2024	1	14 901
TOTAL - TRANSPORT AÉRIEN				4	58 572
L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17) : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses					

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

3. Liste des dépenses en publicité (incluant sur les réseaux sociaux et sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026;**
- b) les noms des firmes de publicité retenues;**
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);**
- d) le but visé par chaque dépense;**
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;**
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;**
- g) la répartition du placement médias en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;**
- h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). L'information est disponible à l'adresse suivante :
<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses/frais-depenses-2024-2025#c289718>.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du Ministère <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/contrats-engagements-financiers>.
Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT	FOURNISSEURS	SOMMES DÉPENSÉES 2024-2025 (\$)
Conférences de presse			
Conférence de presse (3 avril 2024)	Annonce de la phase 4 de la Promenade Samuel-De Champlain	Le Pivot	330,00 \$
Conférence de presse (12 avril 2024)	Annonce suivant la Rencontre alternée (RAPM) entre le premier ministre du Québec et le premier ministre de la République française	Service des expositions et de la production audiovisuelle (MESS)	2 288,38 \$
Conférence de presse (28 avril 2024)	Hommage à M. Jean-Pierre Ferland	Service des expositions et de la production audiovisuelle (MESS)	240,00 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)

Conférence de presse (9 mai 2024)	Dévoilement de la Stratégie québécoise en infrastructure	Service des expositions et de la production audiovisuelle (MESS)	2 463,64 \$
Conférence de presse (7 juin 2024)	Bilan de la fin de la session parlementaire	Service des expositions et de la production audiovisuelle (MESS)	1 085,22 \$
Conférence de presse (10 juin 2024)	Point de presse du premier ministre suivant sa rencontre avec le premier ministre du Canada	Service des expositions et de la production audiovisuelle (MESS)	3 653,26 \$
Conférence de presse (13 juin 2024)	Annonce concernant CDPQ Infra	Service des expositions et de la production audiovisuelle (MESS)	1 039,44 \$
Conférence de presse (28 juin 2024)	Annonce concernant la couverture cellulaire en Gaspésie	Duoson	10 032,51 \$
		Service des expositions et de la production audiovisuelle (MESS)	1 571,81 \$
Conférence de presse (20 août 2024)	Annonce concernant l'immigration	Service des expositions et de la production audiovisuelle (MESS)	1 262,67 \$
Conférence de presse (13 septembre 2024)	Annonce concernant l'industrie aérospatiale au Québec	Duoson	1 785,43 \$
Conférence de presse (15 septembre 2024)	Cérémonie de désignation officielle de l'aménagement hydroélectrique Bernard-Landry	Service des expositions et de la production audiovisuelle (MESS)	8 459,50 \$
Conférence de presse (19 novembre 2024)	Déclaration suivant la première rencontre du Groupe de travail Québec-États-Unis	Service des expositions et de la production audiovisuelle (MESS)	1 240,78 \$
Conférence de presse (6 décembre 2024)	Bilan de la fin de la session parlementaire	Service des expositions et de la production audiovisuelle (MESS)	1 115,22 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)

Événements			
Cérémonie (19 juin 2024)	Cérémonie de l'Ordre national du Québec	Copie Express	2 349,00 \$
		L'Assemblée nationale du Québec	15 198,98 \$
Salon (18 et 19 novembre 2024)	Kiosque gouvernemental dans le cadre du Salon de l'immigration et de l'intégration au Québec	Service des expositions et de la production audiovisuelle (MESS)	2 255,09 \$
TOTAL			56 371

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

5. La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

Organisées par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION	NOM DE LA FIRME	SOMMES DÉPENSÉES 2024-2025 (\$)
Organisées par le ministère ou l'organisation :		
Antidote : rehausser ses compétences rédactionnelles	Fortier, Yann (autres services aux entreprises)	1 500,00 \$
Atelier d'initiation au logiciel After Effect	Nadeau, Patrick	1 200,00 \$
Communiquer pour collaborer	Groupe Conscientia inc.	6 500,00 \$
Créer son premier baladodiffusion : de l'idéation à la promotion	Isarta inc.	2 300,00 \$
Définir des objectifs mesurables de communication et assurer le suivi de leurs atteintes	Université du Québec à Montréal (UQAM)	3 900,00 \$
Mieux communiquer avec Teams	École de technologie supérieure	2 130,00 \$
Oser les conversations courageuses dans les cas complexes	Groupe Conscientia inc.	6 500,00 \$
Rédiger avec l'intelligence artificielle (AI) générative	Université Laval	3 000,00 \$
	SOUS-TOTAL	27 030

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

5. La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION	NOM DE LA FIRME	SOMMES DÉPENSÉES 2024-2025 (\$)
Données par une firme externe :		
Accompagnement personnalisé avec le logiciel InDesign	CÉGEP de Sainte-Foy	1 800,00 \$
Affirmation de soi : communiquer avec tact et intégrité	Technologia Formation	870,00 \$
Atelier d'initiation au logiciel After Effect	Nadeau, Patrick	2 400,00 \$
Bonnes pratiques en matière de méthodologie de sondages	Médaille Groupe Conseils	2 000,00 \$
Coaching en vulgarisation en rédaction	Université du Québec à Montréal (UQAM)	2 125,00 \$
Communication politique	Pragma Stratégies inc.	5 850,00 \$
Concevoir et livrer une présentation efficace	Université Laval	4 100,00 \$
Conférence sur la rédaction législative (édition 2024)	Institut canadien d'administration de la justice (ICAJ)	625,00 \$
Cours de perfectionnement en anglais	Global Lingua	778,50 \$
Cours de perfectionnement en anglais	SCI Education	1 500,00 \$
Cours de perfectionnement en espagnol	Carrefour des langues s.e.n.c., Le	689,99 \$
Définir des objectifs mesurables de communication et assurer un suivi de leurs attentes	Université du Québec à Montréal (UQAM)	3 600,00 \$
Design juridique - Pour des documents juridiques clairs et efficaces	Barreau du Québec	780,00 \$
Écriture inclusive	Barreau du Québec	11,50 \$
Édition 2024 du Web à Québec	Québec numérique	34 999,90 \$
Formation sur mesure en photo et vidéo	Gosselin Photo Vidéo inc.	1 500,00 \$
Immédia	Association des agences de communication créative (A2C)	550,86 \$
Intelligence artificielle en communication : exploration, applications et considérations	Technologia Formation	4 500,00 \$
La révision à l'ère de l'intelligence artificielle?	Eventbrite	228,53 \$
Les personas	Groupe Contex inc.	5 800,00 \$
Marketing numérique à l'ère de la Loi 25	Barreau du Québec	790,00 \$
OFFnumérique Le forum sur la fracture numérique	Université Laval	101,35 \$
Photo en studio	Gosselin Photo Vidéo inc.	181,66 \$
Planification média	Communications Grenier	487,67 \$
Rédaction claire et efficace : pour des textes précis, compris et utiles	En Clair Service-Conseil Inc.	780,00 \$
Rédaction d'affaires : rendre vos écrits plus efficaces et plus percutants	Technologia Formation	485,00 \$
Rédaction stratégique	École de technologie supérieure	4 561,56 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

5. La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

Rédaction Web assistée par l'intelligence artificielle	Isarta inc.	299,00 \$
Rédiger pour convaincre : principes de rédaction stratégique	Université Laval	4 718,00 \$
SharePoint : concevoir des portails, des sites et des pages qui facilitent l'accès à l'information	Technologia Formation	510,00 \$
Sommet communication-marketing citoyen 2024	Groupe MAGIMA inc.	740,60 \$
Visualisation des données : l'art de valoriser ses données pour les spécialistes marketing	Isarta inc.	343,78 \$
	SOUS-TOTAL	88 708
	TOTAL	115 738

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans l'information diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses/frais-depenses-2024-2025>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
A.D.I. Art design international inc.	Acquisition de mobilier	7 760	Contrat conclu de gré à gré
Académie Sylbert inc.	Services de formation	1 500	Contrat conclu de gré à gré
Accessibilité Québec inc.	Services de formation	3 850	Contrat conclu de gré à gré
ACS Air Charter Service [Canada] Passenger Corp.	Services de transport aérien	3 514	Contrat conclu de gré à gré
ACS Air Charter Service [Canada] Passenger Corp.	Services de transport aérien	2 740	Contrat conclu de gré à gré
ACS Air Charter Service [Canada] Passenger Corp.	Services de transport aérien	11 695	Contrat conclu de gré à gré
ACS Air Charter Service [Canada] Passenger Corp.	Services de transport aérien	15 833	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
AFI par Edgenda inc.	Services de formation	24 500	Contrat conclu de gré à gré
AFI par Edgenda inc.	Services de formation	4 500	Contrat conclu de gré à gré
AFI par Edgenda inc.	Services de formation	4 500	Contrat conclu de gré à gré
AFI par Edgenda inc.	Services de formation	3 200	Contrat conclu de gré à gré
Agorapulse	Acquisition de licences Agorapulse	6 360	Contrat conclu de gré à gré
Agorapulse	Acquisition d'un outil de gestion des réseaux sociaux	2 856	Contrat conclu de gré à gré
Air Liaison	Services de transport aérien	2 933	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Allard, Marie-Ève (révision linguistique)	Services professionnels pour des travaux de révision linguistique	9 000	Contrat conclu de gré à gré
ALT Hôtels	Services d'hébergement hôtelier	2 874	Contrat conclu de gré à gré
Altimum IMS	Services professionnels pour du support, de la formation et de l'accompagnement pour l'optimisation de Maximizer CRM	9 600	Contrat conclu de gré à gré
Apple Canada inc.	Acquisition de matériel informatique	2 079	Contrat conclu de gré à gré
Archives Iron Mountain (Iron Mountain Canada)	Services de destruction et d'entreposage	11 300	Contrat conclu de gré à gré
Artopex inc.	Acquisition de casiers	18 941	Contrat conclu de gré à gré
Artopex inc.	Acquisition de casiers doubles et de murets autoportants	3 068	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Ateliers de l'E.D.Q., Les	Fabrication et installation de produits de signalisation	1 259	Contrat conclu de gré à gré
Aubin, Jonathan	Services professionnels pour des travaux de révision linguistique	9 000	Contrat conclu de gré à gré
Audet, Richard	Désignation à titre de membre externe au comité d'audit	12 500	Contrat conclu de gré à gré
Automatech Service inc.	Acquisition de câblage et installation de prises électriques	1 426	Contrat conclu de gré à gré
Automatech Service inc.	Installation de deux antennes Wi-Fi	2 486	Contrat conclu de gré à gré
Automatech Service inc.	Installation de monuments de plancher	2 733	Contrat conclu de gré à gré
AutoMonX Ltd.	Inscription annuelle au service Azure Sensor Pack	2 198	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Barcelo, Sylvie	Désignation à titre de membre externe au comité d'audit	12 500	Contrat conclu de gré à gré
Bell Expressvu inc.	Services de télédiffusion	4 680	Contrat conclu de gré à gré
Blouin, Claude	Services professionnels pour des travaux d'évaluation du Comité d'évaluation des emplois supérieurs	22 000	Contrat conclu de gré à gré
BrowserStack	Acquisition de matériel informatique	3 455	Contrat conclu de gré à gré
Cardio Choc inc.	Acquisition de défibrillateurs	4 148	Contrat conclu de gré à gré
Cité médicale, La	Services professionnels en médecine du travail	3 565	Contrat conclu de gré à gré
Coginov inc.	Services professionnels en technologie de l'information pour QoreCapture (Librex)	5 575	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Confluence Communication	Services professionnels pour des travaux de traduction ou de révision	9 000	Contrat conclu de gré à gré
Consulis Environnement de bureau inc.	Acquisition de mobilier de bureau	3 268	Contrat conclu de gré à gré
Coop Edgar	Services professionnels pour des travaux de traduction ou de révision	23 000	Contrat conclu de gré à gré
Copiexpress enr.	Impression de brochures et d'encarts	1 380	Contrat conclu de gré à gré
CRISPESH-Centre de recherche pour l'inclusion personnes en situation handicap	Services professionnels dans le cadre d'une conférence	1 000	Contrat conclu de gré à gré
DAZZM inc.	Acquisition d'abonnements additionnels pour l'utilisation du logiciel Octopus ITSM	1 856	Contrat conclu de gré à gré
Débosselage d'Auteuil	Services de réparation et d'entretien automobile	7 869	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Décor S.T. inc.	Acquisition de toiles solaires	2 684	Contrat conclu de gré à gré
Décor S.T. inc.	Acquisition de toiles solaires	2 372	Contrat conclu de gré à gré
Déménageurs AMJ Campbell Montréal	Services de déménagement	1 267	Contrat conclu de gré à gré
Developer Express inc.	Abonnement à la plateforme ASP.NET et Blazor	1 173	Contrat conclu de gré à gré
Developer Express inc.	Abonnement à la plateforme ASP.NET et Blazor	5 247	Contrat conclu de gré à gré
Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	Acquisition de drapeaux et d'accessoires	1 520	Contrat conclu de gré à gré
Druide Informatique inc.	Acquisition d'abonnements pour le logiciel Antidote 11	7 490	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Duoson multimédia inc.	Services de sonorisation et prêt de matériel audiovisuel	1 785	Contrat conclu de gré à gré
Fairmont le Château Frontenac (Frontenac Hotel GP inc.)	Location d'une salle de réception	2 375	Contrat conclu de gré à gré
FME3	Fabrication et installation de division pour un vestiaire en mélamine	5 918	Contrat conclu de gré à gré
Fortier, Yann	Services de formation	1 500	Contrat conclu de gré à gré
FP conseils inc.	Services de formation	4 010	Contrat conclu de gré à gré
FP conseils inc.	Services de formation	2 063	Contrat conclu de gré à gré
FP conseils inc.	Services de formation	3 297	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Frontenac Hôtel LP	Services de traiteur	1 090	Contrat conclu de gré à gré
Gaudet Éditeur Itée	Renouvellement annuel des licences Accès Légal	4 885	Contrat conclu de gré à gré
Gestion Conseil Mario Côté inc.	Services de formation	2 200	Contrat conclu de gré à gré
Gosselin Photo Vidéo inc.	Services de formation	1 500	Contrat conclu de gré à gré
Gosselin Photo Vidéo inc.	Acquisition d'une caméra	19 999	Contrat conclu de gré à gré
Groupe Conscientia inc.	Services de formation	23 800	Contrat conclu de gré à gré
Groupe Conscientia inc.	Services de formation	6 500	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Groupe Contex inc.	Services de formation	5 800	Contrat conclu de gré à gré
Groupe Magnitude inc.	Services d'impression	1 985	Contrat conclu de gré à gré
Henry's Entreprises inc.	Acquisition de matériel d'éclairage	2 179	Contrat conclu de gré à gré
Hilton Québec	Location d'une salle de réception	10 382	Contrat conclu de gré à gré
Hôtel ALT Montreal	Services d'hébergement hôtelier	1 170	Contrat conclu de gré à gré
Hypertec Systèmes inc.	Acquisition de matériel informatique	6 275	Contrat conclu de gré à gré
Hypertec Systèmes inc.	Acquisition de matériel informatique	12 799	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Hypertec Systèmes inc.	Acquisition de portable DELL	10 048	Contrat conclu de gré à gré
Hypertec Systèmes inc.	Acquisition et installation de tapisserie	1 195	Contrat conclu de gré à gré
In Imagerie numérique inc.	Services d'impression sur MPVC	3 241	Contrat conclu de gré à gré
Industries Scriptam [1998] inc.	Acquisition de tableaux en porcelaine et de cabinets d'affichage	4 945	Contrat conclu de gré à gré
Institut d'administration publique du Québec	Entente de commandite	5 000	Contrat conclu de gré à gré
Institut d'administration publique du Québec	Entente de commandite	18 000	Contrat conclu de gré à gré
Isarta inc.	Services de formation	2 500	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Isarta inc.	Services de formation	3 900	Contrat conclu de gré à gré
Isarta inc.	Services de formation	2 300	Contrat conclu de gré à gré
ITI inc.	Renouvellement du support Dell EMC	24 310	Contrat conclu de gré à gré
Ivanhoé Cambridge inc.	Travaux de réparation et de peinture	7 590	Contrat conclu de gré à gré
Joseph, Alain	Services professionnels pour l'animation de la cérémonie des Prix pour un Québec sans racisme 2024	1 200	Contrat conclu de gré à gré
Kanuk	Acquisition de cadeaux protocolaires	1 740	Contrat conclu de gré à gré
Keating, Robert	Désignation à titre d'accompagnateur auprès de titulaires d'un emploi supérieur	9 500	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Lamarre, Marie	Participation au Comité de sélection du président de la Régie de l'énergie	2 150	Contrat conclu de gré à gré
Libéo inc.	Services professionnels pour l'hébergement du site mce.gouv.qc.ca	2 631	Contrat conclu de gré à gré
Long & McQuade Limitée	Acquisition de deux micros sans-fil	1 798	Contrat conclu de gré à gré
Maintenance Reseller Corporation (MRC)	Renouvellement des licences Arbortext Editor	1 920	Contrat conclu de gré à gré
Maintenance Reseller Corporation (MRC)	Acquisition de licences Arbortext Editor	2 228	Contrat conclu de gré à gré
Mallette, société en nom collectif, comptables agréés	Services professionnels pour des travaux d'audit	21 900	Contrat conclu de gré à gré
Marketing Léger inc.	Réalisation d'un rapport personnalisé dans le cadre du sondage sur l'expérience employé de la fonction publique québécoise 2024	10 860	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Marketing X/ACT inc.	Services de formation	3 750	Contrat conclu de gré à gré
Maximizer Services Inc.	Acquisition de licences Maximizer Base Edition	14 738	Contrat conclu de gré à gré
Mégaburo inc.	Acquisition d'un fauteuil	1 969	Contrat conclu de gré à gré
Meltwater News Canada inc.	Acquisition de licences pour un outil de veille médiatique	18 425	Contrat conclu de gré à gré
Metro acquisition 2004, inc.	Acquisition de panneaux acoustiques	3 506	Contrat conclu de gré à gré
Metro acquisition 2004, inc.	Acquisition de panneaux acoustiques	4 184	Contrat conclu de gré à gré
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Acquisition de matériel informatique	4 270	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Moai Conseils inc.	Services de formation	3 400	Contrat conclu de gré à gré
Moai Conseils inc.	Services de formation	2 750	Contrat conclu de gré à gré
Monday.com	Acquisition de licences Monday Work OS - Pro Plan	9 360	Contrat conclu de gré à gré
Nadeau, Patrick	Services de formation	2 400	Contrat conclu de gré à gré
Nadeau, Patrick	Services de formation	1 200	Contrat conclu de gré à gré
Network Hardware	Acquisition de matériel informatique	1 163	Contrat conclu de gré à gré
Ni produits inc.	Acquisition de mobilier de bureau	10 377	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Optimal Workshop	Abonnement annuel à une base de données	7 543	Contrat conclu de gré à gré
Orchestre Symphonique de Québec	Location d'une salle de réception	1 691	Contrat conclu de gré à gré
Palais Montcalm - Maison de la musique	Location d'une salle pour les prix Zénith	3 550	Contrat conclu de gré à gré
PG solutions inc.	Services techniques pour l'installation des environnements Syged	5 535	Contrat conclu de gré à gré
Plateforme Workleap inc.	Acquisition de licences ShareGate Pro	20 990	Contrat conclu de gré à gré
Point en administration santé	Colloque Cybersécurité et protection des données personnelles	1 750	Contrat conclu de gré à gré
Pontbriand (9306-3238 Québec inc.)	Acquisition de médailles	1 340	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
PPASS Software	Acquisition de licences Pleasant Password Server Enterprise	3 482	Contrat conclu de gré à gré
Pragma Stratégies inc.	Services de formation	19 500	Contrat conclu de gré à gré
Précicom Technologies inc.	Acquisition de bornes wi-fi	1 824	Contrat conclu de gré à gré
Présence Informatique inc.	Acquisition d'une table électrique	1 469	Contrat conclu de gré à gré
Produit Print International	Acquisition de panneaux acoustiques	1 227	Contrat conclu de gré à gré
Produits Delta Victo Itée	Acquisition de cabinets vitrés	1 205	Contrat conclu de gré à gré
Référence Média	Services professionnels pour de la veille parlementaire	3 200	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Services de formation	3 498	Contrat conclu de gré à gré
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Services de formation	1 500	Contrat conclu de gré à gré
REVO inc.	Acquisition et installation de tapisserie	1 410	Contrat conclu de gré à gré
REVO inc.	Acquisition et installation de tapisserie	1 118	Contrat conclu de gré à gré
REVO inc.	Acquisition et installation de tapisserie	1 125	Contrat conclu de gré à gré
Rogers Communications inc.	Services d'accès internet	2 520	Contrat conclu de gré à gré
Salle de Verre inc.	Acquisition de connecteurs de données	9 750	Contrat conclu par appel d'offres public

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Softchoice LP	Acquisition de matériel informatique	2 493	Contrat conclu de gré à gré
Softchoice LP	Acquisition de matériel informatique	10 470	Contrat conclu de gré à gré
Softchoice LP	Acquisition de matériel informatique	1 404	Contrat conclu de gré à gré
Softchoice LP	Acquisition de matériel informatique	2 926	Contrat conclu de gré à gré
Softchoice LP	Acquisition de matériel informatique	2 430	Contrat conclu de gré à gré
Softerra, Inc.	Acquisition de licences Softerra Adaxes	4 674	Contrat conclu de gré à gré
SolidCAD une compagnie Cansel	Acquisition de licences AutoCAD	1 880	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Solutions M3	Acquisition de tables	2 942	Contrat conclu de gré à gré
Solutions Swissnova Global inc.	Services de formation	2 340	Contrat conclu de gré à gré
Solutions Swissnova Global inc.	Services de formation	1 995	Contrat conclu de gré à gré
Solutions Victrix inc., Les	Services professionnels pour l'analyse de l'environnement AWS	8 400	Contrat conclu de gré à gré
Solutions Victrix inc., Les	Services professionnels en technologie de l'information pour des travaux de sécurité informatique	9 450	Contrat conclu de gré à gré
Stanex inc.	Services techniques pour la maintenance de PowerTrust	11 645	Contrat conclu de gré à gré
Systèmes ACCI inc.	Acquisition de matériel informatique	6 896	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Tanguay	Acquisition d'accessoires de décoration	1 022	Contrat conclu de gré à gré
Tapis XTRA inc.	Acquisition de tapis	11 460	Contrat conclu de gré à gré
Technologia Formation	Services de formation	2 700	Contrat conclu de gré à gré
Technologia Formation	Services de formation	2 925	Contrat conclu de gré à gré
Technologia Formation	Services de formation	3 275	Contrat conclu de gré à gré
Telus Communications inc.	Services de mobilité cellulaires	9 184	Contrat conclu de gré à gré
Teknograv	Acquisition de trophées	2 830	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Traductions Terrance Hughes inc.	Services professionnels pour des travaux de traduction ou de révision	24 500	Contrat conclu de gré à gré
Traductions Waterhouse inc., Les	Services professionnels pour des travaux de traduction ou de révision	23 000	Contrat conclu de gré à gré
Université Laval	Services de formation	6 500	Contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services de transport aérien	2 425	Contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services de transport aérien	1 434	Contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services de transport aérien	2 059	Contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services de transport aérien	2 266	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services de transport aérien	1 434	Contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services de transport aérien	6 963	Contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services de transport aérien	2 425	Contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services de transport aérien	1 229	Contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services de transport aérien	1 702	Contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services de transport aérien	1 857	Contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services de transport aérien	2 262	Contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services de transport aérien	2 387	Contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services de transport aérien	4 071	Contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services de transport aérien	1 857	Contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services de transport aérien	1 904	Contrat conclu de gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services de transport aérien	1 229	Contrat conclu de gré à gré
WBNBC Le meilleur réseau mondial de contacts d'affaires inc.	Location d'un espace au Salon emplois de Laurier Québec	1 899	Contrat conclu de gré à gré
TOTAL MCE		943 179	

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
<p>L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/contrats-engagements-financiers</p>			

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;**
- b) la grille d'évaluation des soumissions;**
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;**
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;**
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
- e) une description de son mandat;**
- f) la date de début de son contrat;**
- g) la date prévue de fin de son contrat;**
- h) sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>
ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique
et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/contrats-engagements-financiers>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

9. Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;

b) la nature du projet;

c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);

d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;

e) les plus récentes évaluations du coût du projet;

f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;

g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;

h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;

i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;

j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;

k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :

- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;

l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;

m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

Pour les sous-questions a), b), d), e) f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante :
<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

Pour la sous-question m) : Aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine des technologies de l'information en 2024-2025.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

10. Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;**
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;**
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;**
- d) la liste des fournisseurs;**
- e) une copie du plan de déploiement.**

Période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

b) Coûts totaux réels pour l'hébergement de données : 938 748 \$

c) Coûts pour pénalités pour dépassement de capacité : aucune pénalité

d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels_d_offres_et_acquisitions/Courtier_en_infonuagique/LI_prestataires_qualifies_AO_courtier.pdf.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

a) la photocopie;

b) le mobilier de bureau;

c) l'ameublement;

d) la décoration et l'embellissement, incluant les oeuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;

e) le distributeur d'eau de source;

f) le remboursement des frais de transport;

g) le remboursement des frais d'hébergement;

h) le remboursement des frais de repas;

i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;

j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

I. a) au Québec;

II. b) à l'extérieur du Québec.

DÉPENSES	COÛTS (\$)
Photocopies	42 754
Mobilier de bureau et ameublement	52 043
Décoration et embellissement	6 168
Distributeur d'eau de source	3 310
Frais de transport, d'hébergement, de repas	794 397
Participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement ou ressourcement au Québec	439 950
Participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement ou ressourcement à l'extérieur du Québec	0
TOTAL	1 338 622
Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.	

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

12. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;**
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;**
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;**
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;**
- e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;**
- f) le coût d'acquisition des appareils;**
- g) le coût d'utilisation des appareils;**
- h) les noms des fournisseurs;**
- i) les ordinateurs portables;**
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.**

b) Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme : 75 \$

c) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme : 6 022 \$

d) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu : non disponible

Pour les sous-questions a), f), g), h), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25): <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/accés-information/frais-depenses/frais-depenses-2024-2025>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;**
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;**
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;**
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : le coût moyen par employé, selon la classe de travail;**
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;**
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;**
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**
- l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;**
- m) le nombre d'employés permanents et temporaires;**
- n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;**
- o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;**
- p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;**
- q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.**
- r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

Les réponses aux sous-questions a, b, c, d, e, f, g, i, j, k, l, m, n et p seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

14. Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;**
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;**
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

a) Nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées :
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : Fin de cette mesure le 31 mars 2015.

c) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 4

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

15. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;**
- b) la superficie totale pour chaque local loué;**
- c) le coût total de ladite location;**
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;**
- e) la durée du bail;**
- f) propriétaire de l'espace loué;**
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;**
- h) la superficie totale réellement occupée;**
- i) la superficie inoccupée;**
- j) le coût de location au mètre carré;**
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.**

d) 259 855 \$

e) Le ministère conclut des ententes d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures qui sont renouvelées annuellement.

g) Aucune résiliation de bail en cours d'année.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Afin d'optimiser les processus de traitement de cette dépense au sein du ministère, les coûts associés aux projets d'aménagement et de rénovation réalisés en 2024-2025, de tous les programmes, ont été transférés dans le budget du programme 2.

Pour les sous-questions a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

16. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;**
- b) La valeur estimée de ceux-ci;**
- c) Les coûts d'entretien annuel;**
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce,
pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

17. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

b) 2024-2025 : 49 764 \$

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;**
- b) le titre de la fonction;**
- c) l'adresse du port d'attache;**
- d) la masse salariale totale par cabinet;**
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;**
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;**
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;**
- h) la description de tâches;**
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025;**
- j) le nombre total d'employés au cabinet;**
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;**
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.**

CABINET DU PREMIER MINISTRE			
MEMBRES DU PERSONNEL (ordre alphabétique)		TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE
Beauregard	Étienne-Alexandre	Conseiller politique	Capitale-Nationale
Belcourt-Lamarche	Laurence	Conseillère politique	Montréal
Bélec	Ève	Conseillère politique	Montréal
Bellerose	Sophie	Employée de soutien	L'Assomption
Blackburn	Annabelle	Conseillère politique	Capitale-Nationale
Boivin-Picard	Surassa	Attachée politique	Capitale-Nationale
Boudreau	Camille	Attachée politique	Capitale-Nationale
Breault	Nathalie	Attachée politique	L'Assomption
Cadotte	Alexandre	Attaché politique	Capitale-Nationale

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :

MEMBRES DU PERSONNEL (ordre alphabétique)		TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE
Carrier	Marie	Conseillère politique	Capitale-Nationale
Chartrand	Simon-Robert	Conseiller politique	Montréal
Desmarais	Vincent	Conseiller politique	Capitale-Nationale
Dion	Charlaine	Attachée politique	Capitale-Nationale
Dionne	Manuel	Conseiller politique	Montréal
Dudas	Adriana	Attachée politique	L'Assomption
Dufour-Dinelle	Jérémy	Attaché politique	Capitale-Nationale
Faucher	Esther	Attachée politique	Capitale-Nationale
Fillion	Marie-Christine	Conseillère politique	Capitale-Nationale
Fiset-Doyon	Mathias	Attaché politique	Capitale-Nationale
Fournier	Louise	Attachée politique	Montréal
Garon	Julien	Attaché politique	Montréal
Gaucher	Eve	Conseillère politique	Capitale-Nationale
Giguère	Marilou	Conseillère politique	Capitale-Nationale
Gobeil	Stéphane	Conseiller politique	Capitale-Nationale
Gouin	Geneviève	Conseillère politique	Montréal
Hamel	Catherine	Conseillère politique	Montréal
Harpin	Lynne	Conseillère politique	L'Assomption
Houle	Hélène	Attachée politique	Montréal
Koskinen	Martin	Directeur de cabinet et directeur adjoint	Montréal
Laflamme	Claude	Directrice adjointe	Montréal
Larose	Martine	Attachée politique	L'Assomption
Lauzon	Sébastien	Conseiller politique	Montréal
Lavoie	Carol	Attaché politique	Montréal

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :

MEMBRES DU PERSONNEL (ordre alphabétique)		TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE
Matte	Jordan-Nicolas	Conseiller politique	Montréal
Mourelatos	Stavros	Conseiller politique	Montréal
Nadeau	Émilie	Conseillère politique	Capitale-Nationale
Pelletier	Jennifer	Conseillère politique	Montréal
Pepin-Laporte	Elyse	Conseillère politique	Montréal
Plante	Martin	Conseiller politique	Capitale-Nationale
Plourde	Florence	Conseillère politique	Capitale-Nationale
Pouliot	François	Conseiller politique	Montréal
Robertson	William	Conseiller politique	Montréal
Sauves	Ewan	Conseiller politique	Capitale-Nationale
Simard-Leduc	Guillaume	Conseiller politique	Capitale-Nationale
St-Cyr	Hélène	Employée de soutien	Capitale-Nationale
Théoret Crawford	Mathieu	Conseiller politique	Montréal
Toussaint-Lévesque	Mathieu	Conseiller politique	Capitale-Nationale
Vanasse-Corbeil	Magdalane	Conseillère politique	Capitale-Nationale
Wilson	Julie	Conseillère politique	Montréal
Zizian	Daniel	Conseillère politique	Montréal
<p>Masse salariale depuis le 1^{er} avril 2025 (CT 230862) : 5 064 708 \$ sur une base annuelle</p> <p>Nombre d'employés durant l'année 2024-2025 : 50 employés</p>			

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

19. Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;**
- b) la circonscription électorale;**
- c) le montant attribué;**
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26).
<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

20. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;**
- e) la date de l'assignation hors structure;**
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;**
- g) les prévisions pour 2025-2026.**

Réponse : Aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;**
- b) le salaire;**
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;**
- d) la date de la mise en disponibilité;**
- e) les prévisions pour 2025-2026.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

- 22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :**
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
 - b) par catégorie d'âge;**
 - c) prévisions pour 2025-2026.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

23. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- d) l'assignation initiale;**
- e) l'assignation actuelle;**
- f) la date de l'assignation hors structure;**
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

SITUATION AU 31 JANVIER 2025				
ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DURÉE DU MANDAT		SALAIRE ANNUEL (\$)
		DU	AU	
Ministère de la Culture et des Communications - Sous-ministre adjointe	Administratrice d'État II en prêt de services (directrice générale du Centre international pour la prévention de la criminalité)	2023-07-10	2025-03-25	187 521
Centre de services partagés du Québec - Membre du conseil d'administration et président-directeur général	Administrateur d'État I en prêt de services (conseiller stratégique à la direction - Université Laval)	2023-09-18	2025-09-17	253 942
Ministère du Conseil exécutif - Secrétaire général associé au Comité ministériel de l'économie, de la création d'emplois et du développement durable	Administrateur d'État II en prêt de services auprès du président-directeur général de la Société québécoise du cannabis	2023-08-14	2025-08-13	217 754

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

24. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;

b) le fournisseur;

c) la nature du service;

d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

DÉPENSES	COÛTS (\$)
9284-3812 Québec inc. (Presse Dépôt)	160
A2T	1 373
Blitz	-
CNW Group	25 820
Coop information - Médias électroniques	110
Entreprises Presse canadienne inc.	56 498
Financial Times	897
Le Courrier parlementaire	139 300
Le Devoir	431
Le Soleil	140
Les Affaires	50
Meltwater	18 425
Press Reader	360
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	-
Reference média	3 305
The Economist	279
The Globe and Mail	292

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

24. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :

The New York Times	290
Thomson Reuters Canada	-
Wallstreet Journal	117
Washington Post et National Post	330
TOTAL	248 177

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

25. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Réponse : aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- h) la fréquence moyenne de mise à jour;
- i) le responsable du contenu sur le site.

NOM DU SITE WEB	NOM DE LA FIRME OU DES PROFESSIONNELS QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛTS DE CONSTRUCTION, D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN, DE MISE À JOUR, DE MODERNISATION OU DE REFONTE (\$)	COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES (\$)
Plateforme de dépôt des fichiers mce.gouv.qc.ca	Site entièrement conçu à l'interne	42 341 \$	s.o.
Site du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	Site entièrement conçu à l'interne		s.o.
Site de l'Ordre national du Québec	Site entièrement conçu à l'interne		s.o.
Forum de la communication gouvernementale	Site entièrement conçu à l'interne		s.o.
Site du gouvernement du Québec https://www.quebec.ca/	Site entièrement conçu à l'interne	588 763 \$	Inclus dans l'hébergement

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- h) la fréquence moyenne de mise à jour;
- i) le responsable du contenu sur le site.

NOM DU SITE WEB	NOM DE LA FIRME OU DES PROFESSIONNELS QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛTS DE CONSTRUCTION, D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN, DE MISE À JOUR, DE MODERNISATION OU DE REFONTE (\$)	COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES (\$)
Site du Secrétariat aux emplois supérieurs	Site entièrement conçu à l'interne	291 614 \$	s.o.
Site de la Lieutenant-gouverneure du Québec	Site entièrement conçu à l'interne		195 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

27. Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

RÉGION ET VILLES VISITÉES	RAISON DU DÉPLACEMENT (BUT) ET DATES	COÛTS (\$)				TOTAL (\$)
		FRAIS DE DÉPLACEMENT	FRAIS D'HÉBERGEMENT	FRAIS DE REPAS	AUTRES FRAIS	
Aucune		-	-	-	-	-

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :

- a) le détail des mandats;**
- b) le coût (déplacements, etc.);**
- c) le nombre de ressources affectées;**
- d) le nombre de rencontres;**
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;**
- f) l'objet;**
- g) les dates.**

Aucun adjoint parlementaire au premier ministre.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

33. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Réponse : aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

34. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Programme 2

Réponse : Aucun

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2024-2025, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse : 104 116 \$ ont été versés en allocation de transition en 2024-2025.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

a) la dépense totale (opération et capital);

b) les grands dossiers en cours;

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

a) Dépense totale pour le MCE (opération et capital) : 3 659,6 k\$

b) Grands dossiers en cours : les informations sont disponibles au Tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

d) Nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI : L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante : <https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>

e) Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques : L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante : <https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

42. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnels en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

ORDRE PROFESSIONNEL	2024-2025	
	NOMBRE DE COTISATIONS	COÛT (\$)
Barreau du Québec - Avocats (corps d'emploi 115)	16	26 335
Barreau du Québec - Autres	11	18 653
TOTAL	27	44 988

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

43. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;**
- b) La nature;**
- c) Les questions posées;**
- d) Les réponses;**
- e) La firme retenue;**
- f) Les coûts.**

Un montant de 63 878 \$ a été octroyé à la firme SOM pour la réalisation de sondages.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

44. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

La réponse à cette question fera partie de l'étude des crédits 2025-2026 du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

45. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025;**
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination;**
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.**

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante :
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

46. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

Réponse : Aucun coût

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du ministère:
<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/conseil-executif/publications-adm/plan-personnes-handicapees/plan-action-personnes-handicapees-24-25.pdf>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

47. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

Aucun budget n'est alloué spécifiquement au Plan d'action de développement durable (PADD) 2023-2028 du ministère du Conseil exécutif.

Toutes les actions du PADD 2023-2028 sont en cours de réalisation. Les résultats des cibles paraîtront dans le Rapport annuel de gestion 2024-2025 du ministère du Conseil exécutif.

Le PADD 2023-2028 est accessible sur le site du ministère du Conseil exécutif, via Québec.ca.

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/conseil-executif/publications-adm/plan-dev-durable/PADD_2328.pdf

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de :

III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plan annuel de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

50. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;**
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;**
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025;**
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;**
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.**

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante :
https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

51. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Réponse : 13 892 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

52. Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :

a) Les sommes dépensées;

b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Le programme d'aide aux employés (PAE) est offert à l'ensemble des employés et couvre notamment leurs besoins en matière de santé mentale.

Les sommes dépensées en 2024-2025 pour ce programme ont été assumées par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/contrats-engagements-financiers>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSE AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

53. Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 21) : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

54. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer :

- a) le lieu;**
- b) le coût;**
- c) la ou les dates de participation;**
- d) le nombre de participants;**
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;**
- f) le nom de la formation ou de l'activité.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans l'information diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses/frais-depenses-2024-2025>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

55. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

Aucun concours ni tirage n'a été réalisé.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

56. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;**
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

98 employés sont affectés aux communications et aux affaires publiques du Ministère. Ce nombre regroupe les employés relevant des unités centrales du Secrétariat à la communication gouvernementale et de la Direction des communications numériques gouvernementales ainsi que ceux de la Direction des communications du ministère du Conseil exécutif, du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère de la Langue française.

Le montant dépensé est de 845 400 \$. Ce montant global inclut les dépenses des unités centrales du Secrétariat à la communication gouvernementale, celles de la Direction des communications numériques gouvernementales et celles de la Direction des communications du ministère du Conseil exécutif et du Secrétariat du Conseil du trésor.

Les sommes investies en veille médiatique supérieures à 1 000 \$ et inférieures à 25 000 \$ sont incluses dans la demande de renseignements généraux numéro 6 (contrats). Pour les sommes de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

57. Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :

- a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information;**
- b) le type d'incidents;**
- c) les sommes dépensées en gestion des incidents.**

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

58. Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;**
- b) L'endroit précis;**
- c) La liste des personnes présentes;**
- d) L'ordre du jour;**
- e) Les procès-verbaux;**
- f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)**

Réponse : aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

59. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectuées;
- c) Rémunération totale déboursée.

a) Nombre de stagiaires reçus : 58

c) Rémunération totale déboursée : 361 461,17 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

60. Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Réponse : aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

61. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/contrats-engagements-financiers>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

62. Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

63. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

64. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Réponse : 0 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

65. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec :
<https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique
et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/contrats-engagements-financiers>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

66. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

67. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

68. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

69. Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: <https://soquij.qc.ca/a/fr>.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

70. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;**
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;**
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;**
- d) le montant accordé;**
- e) les motifs de la demande.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

71. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);**
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

72. Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés.**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

73. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

<p>SITUATION AU 31 JANVIER 2025</p> <p>Comité ministériel des services aux citoyens</p> <p>Mandat : Le Comité ministériel des services aux citoyens a pour fonctions de fournir au Conseil exécutif, dans une perspective de cohérence de l'action gouvernementale, ses observations et recommandations sur les mémoires, les notes explicatives et les notes d'information qui lui sont soumis afin de lui permettre :</p> <p>1° de mieux cerner l'ampleur et la portée du sujet traité; 2° d'identifier les solutions possibles; 3° de choisir parmi ces solutions celle qui, dans les circonstances, se présente comme étant la meilleure; 4° de mesurer les conséquences de tout ordre que la solution implique.</p> <p>Plus particulièrement, il a pour mandat de s'assurer de la cohérence et de la coordination des politiques et des actions gouvernementales dans les domaines qui relèvent de la compétence de ses membres.</p> <p>Membres : la ministre de la Famille le ministre de la Sécurité publique la ministre des Transports et de la Mobilité durable la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le ministre de la Santé le ministre de l'Éducation le ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministre de la Langue française, ministre responsable de la Francophonie canadienne, ministre responsable des Institutions démocratiques, ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels et ministre responsable de la Laïcité le ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Jeunesse la ministre des Affaires municipales le ministre de la Cybersécurité et du Numérique le ministre responsable des Services sociaux le ministre responsable des Infrastructures et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air la ministre responsable des Aînés et ministre déléguée à la Santé</p>
--

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

73. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

SITUATION AU 31 JANVIER 2025

Comité ministériel de l'économie et de l'environnement

Mandat :

Le Comité ministériel de l'économie et de l'environnement a pour fonctions de fournir au Conseil exécutif, dans une perspective de cohérence de l'action gouvernementale, ses observations et recommandations sur les mémoires, les notes explicatives et les notes d'information qui lui sont soumis afin de lui permettre :

- 1° de mieux cerner l'ampleur et la portée du sujet traité;
- 2° d'identifier les solutions possibles;
- 3° de choisir parmi ces solutions celle qui, dans les circonstances, se présente comme étant la meilleure;
- 4° de mesurer les conséquences de tout ordre que la solution implique.

Plus particulièrement, il a pour mandat de s'assurer de la cohérence et de la coordination des politiques et des actions gouvernementales dans les domaines qui relèvent de la compétence de ses membres.

Membres :

le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

la ministre du Tourisme

le ministre des Finances et ministre responsable des Relations avec les Québécois d'expression anglaise

le ministre de la Justice et ministre responsable des Relations canadiennes

la ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministre responsable du Développement économique régional et ministre responsable de la Métropole et de la région de Montréal

le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

la ministre de l'Enseignement supérieur

la ministre de l'Emploi

la ministre des Ressources naturelles et des Forêts

le ministre du Travail

la ministre des Relations internationales et de la Francophonie et ministre responsable de la Condition féminine

le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit

la ministre responsable de l'Habitation

le ministre délégué à l'Économie et ministre responsable de la Lutte contre le racisme

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

73. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

SITUATION AU 31 JANVIER 2025

Comité de législation

Mandat :

Le mandat du Comité de législation est d'assurer la cohérence législative et juridique de tout projet de loi ou d'amendements à un projet de loi que le gouvernement entend présenter à l'Assemblée nationale.

Membres :

Monsieur Simon Jolin-Barrette

Madame Sonia LeBel

Monsieur Jonatan Julien

Monsieur Jean Boulet

Madame Maïté Blanchette Vézina

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025 - 2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ET DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Programme 02

Services de soutien auprès du premier
ministre et du Conseil exécutif

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

**Demande de renseignements particuliers
de l'opposition officielle et du troisième groupe d'opposition**

Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Table des matières

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. Organigramme détaillé du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.
2. Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses reçues par le ministère ou du Secrétariat du Conseil du Trésor pour l'année 2025-2026. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.
3. Pour le ministère et chacun des secrétariats qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2024-2025 : le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le nom du ou des organismes bénéficiaires, le montant qui leur a été accordé et fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
4. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2024-2025, l'âge de ces créances, ventilé par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer.
5. Copie de toutes les directives émises par le premier ministre, le secrétaire général, les secrétaires adjoints ou associés en 2024-2025.
6. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels et d'employés permanents, séparément par direction et séparément pour chacun des secrétariats.
7. Salaires, avantages, primes (experts, émérites) et bonis versés aux professionnels, aux membres de la haute direction et aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 1^{er} mars 2024. Inclure les primes versées au personnel de cabinet.
8. Effectifs affectés au ministère et à ses secrétariats en 2024-2025, avec date d'affectation, en précisant leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.
9. Le nombre d'utilisations du Challenger depuis le 1^{er} mars 2024, incluant la date, la destination, les personnes à bord et la raison de l'utilisation.
10. Nombre de personnes qui ont signifié leur intérêt à occuper un poste de dirigeant ou de membre d'organisme nommé par l'Assemblée nationale depuis le 1^{er} mars 2024.
11. Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs, depuis le 1^{er} mars 2023, incluant, pour chacun, la date de mise à pied, la raison de la mise à pied et l'allocation de départ versée.
12. Nombre de hauts fonctionnaires en 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. Masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membres de directions. Fournir la ventilation par année.
14. Nombre de nominations pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membre des directions depuis le 1^{er} mars 2024.
15. Nombre de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membre des directions depuis le 1^{er} mars 2024.
16. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2024-2025 fournir les échelles salariales utilisées, la proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations et la comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées
17. Toute mesure ou action et budget octroyé pour garantir la présence d'au moins un membre provenant d'une minorité visible au sein de la majorité des conseils d'administration des sociétés d'État.
18. L'effectif total et le budget total pour 2024-2025 du Secrétariat à la communication gouvernementale (incluant la masse salariale).
19. Les directives envoyées par le Secrétariat à la communication gouvernementale aux directions des communications des ministères et organismes.
20. Toute directive en vigueur concernant l'atteinte de l'objectif de 4 % des dépenses de publicité dans les médias communautaires et résultats pour les campagnes publicitaires relevant du ministère.
21. Toute directive en vigueur concernant les placements publicitaires sur les plateformes numériques (Google, Facebook, etc.).
22. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale : objet de la campagne, coût de la campagne, clientèle visée, moyens publicitaires utilisés, nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne.
23. Le montant total des sommes investies en veille médiatique depuis le 1^{er} mars 2024 par le Secrétariat à la communication gouvernementale. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. Concernant les véhicules utilisés par le ministère, qu'ils soient loués ou achetés, veuillez fournir par véhicule : la description (marque, modèle, année); le coût mensuel; l'unité administrative; le cabinet ministériel; Le nom de la personne à qui le véhicule est fourni, son titre et son unité administrative ou cabinet ministériel; si un chauffeur/garde du corps est assigné.
25. Concernant le projet DOSSDEC5 numérique, fournir pour 2024-2025 : les sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026); détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation; Les entreprises d'infonuagique impliquées; Le nombre d'ETC affectés à ce programme; Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route; État d'avancement; Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.
26. Veuillez préciser le statut de la lutte contre le racisme au sein du ministère comme secrétariat, direction générale ou direction, ainsi que le portefeuille que représente cette division et l'organigramme.
27. Tous les projets financés au cours de l'année en précisant les retombées, l'état d'avancement et préciser ceux qui se sont vu refuser le financement ainsi que les raisons du refus.
28. Concernant les campagnes de publicité, veuillez fournir le nombre de plaintes reçues, ainsi que de préciser les sujets et les ressources allouées pour celles-ci.
29. Concernant le Groupe d'action contre le racisme et la réalisation des 25 actions du rapport, veuillez préciser : Les budgets affectés, par année; Les crédits réellement dépensés par année pour chaque action; Les crédits toujours disponibles pour chaque action ; L'état d'avancement pour chacune des actions ;
30. Liste des prix de reconnaissance sous la direction de la lutte contre le racisme en précisant tous les crédits prévus et affectés pour l'attribution de ces prix.
31. Liste de toutes campagnes d'information effectuées en précisant les crédits rattachés.
32. Nombre d'ETC dédiés au Bureau de coordination de la Lutte contre le racisme et la liste des postes en indiquant s'ils sont comblés.
33. Pour les cinq dernières années, indiquer les sommes engagées pour chacune des actions et mesures mises en œuvre pour sensibiliser la population à la lutte contre le racisme.
34. Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le caractère intersectionnel de la discrimination. Liste de personnel affecté à cet enjeu, liste des rencontres et des experts consultés pour 2024-2025
35. Le nombre et la liste des documents produits par le Bureau de coordination de la Lutte contre le racisme et déposés dans le DOSSDEC.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

36. Veuillez nous fournir les indicateurs ou les cibles de performance utilisée pour mesurer l'efficacité de chacune des initiatives de lutte contre le racisme. Pour chacune des mesures, veuillez nous fournir les résultats obtenus par année, pour les cinq dernières années.
37. Veuillez nous fournir la liste des mesures ayant eu des ajustements aux stratégies en fonction des résultats obtenus?
38. Veuillez nous fournir une copie des mandats donnés à un comité indépendant ou non, chargé de surveiller l'efficacité des programmes et l'utilisation des crédits dédiés. Si un rapport ou un document a été produit, veuillez nous fournir une copie du document.
39. Copies de toutes les évaluations produites sur les initiatives de lutte contre le racisme.
40. Toute mesure ou action et budget octroyé afin de mettre en place une formation obligatoire et continue sur la question du racisme pour les employés de l'État.
41. Liste des formations obligatoires offertes aux fonctionnaires sur la lutte contre le racisme et les crédits dédiés. Pour chacune des formations, veuillez nous fournir le bilan des formations offertes en 2024-2025 ainsi que le nombre de participants, par ministère et organisme.
42. Les études, analyses ou avis produits pour mesurer l'impact des formations sur les pratiques administratives.
43. Veuillez nous fournir une copie de toutes les études, analyses, ou avis produits en lien avec les campagnes de sensibilisation. Veuillez également nous fournir les détails des méthodes d'évaluation de ces campagnes.
44. Pour chaque ministère et organisme, veuillez nous fournir le nombre de plaintes reçues pour discrimination raciale.
45. Veuillez nous fournir le nombre de plaintes pour discrimination raciale reçues en lien avec des services publics (ex: soins de santé, services dans les écoles, etc.)
46. Délais moyens de traitement des plaintes pour discrimination raciale;
47. Veuillez nous fournir le nombre de plaintes ayant mené à des sanctions ou des changements de pratiques, par ministère et organisme.
48. Veuillez nous fournir la liste des ministères qui sont impliqués dans la lutte contre le racisme en nous fournissant une courte description de leur implication?
49. Veuillez nous fournir les sommes liées à la lutte contre le racisme dans chacun des ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

50. Veuillez nous fournir les mécanismes de coordination entre les ministères pour assurer la cohérence des actions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

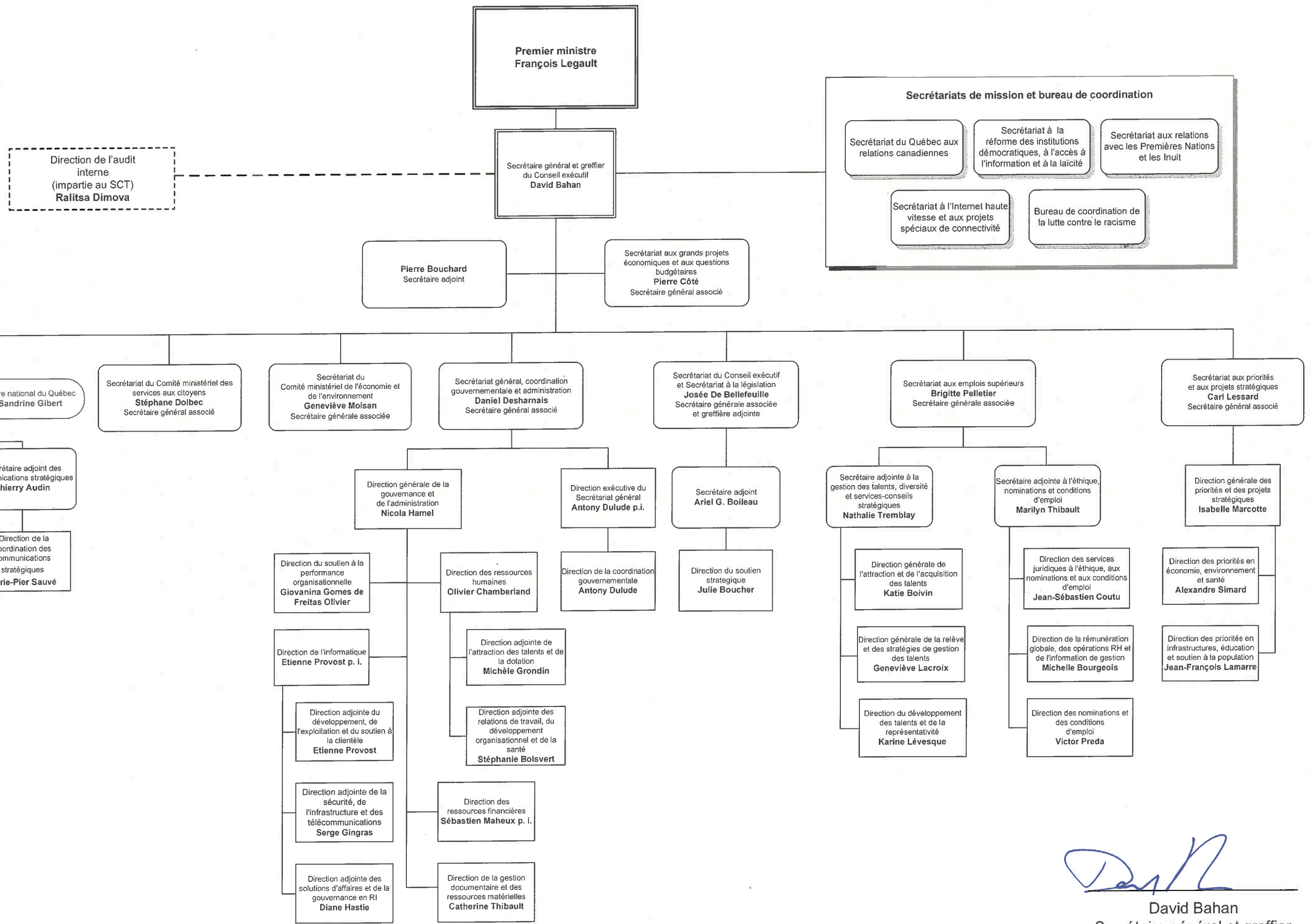
Demandes de renseignements particuliers – questions non répondues et motifs

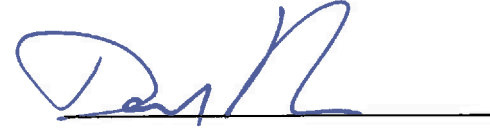
# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR1	QP-2	2. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2024-2025, en indiquant pour chacun : a) son mandat ; b) la liste des membres ; c) le budget dépensé ; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e) les résultats atteints ; f) le nombre de rencontres	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux 73.
NR2	QP1-11	12. Liste des rencontres entre le cabinet du premier ministre ou le ministère du Conseil exécutif et la Société de l'assurance automobile du Québec au sujet du projet CASA / SAAQ clic. Fournir : a) Les dates des rencontres; b) Les personnes présentes; c) L'agenda de la rencontre.	Non pertinente à l'étude des crédits.
NR3	QP1-49	Statistiques sur la représentation des minorités racisées dans la fonction publique québécoise	Question particulière référée au Secrétariat du Conseil du trésor.
NR4	QP1-50	Mesures en place pour favoriser l'embauche et la promotion des minorités racisées.	Question particulière référée au Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

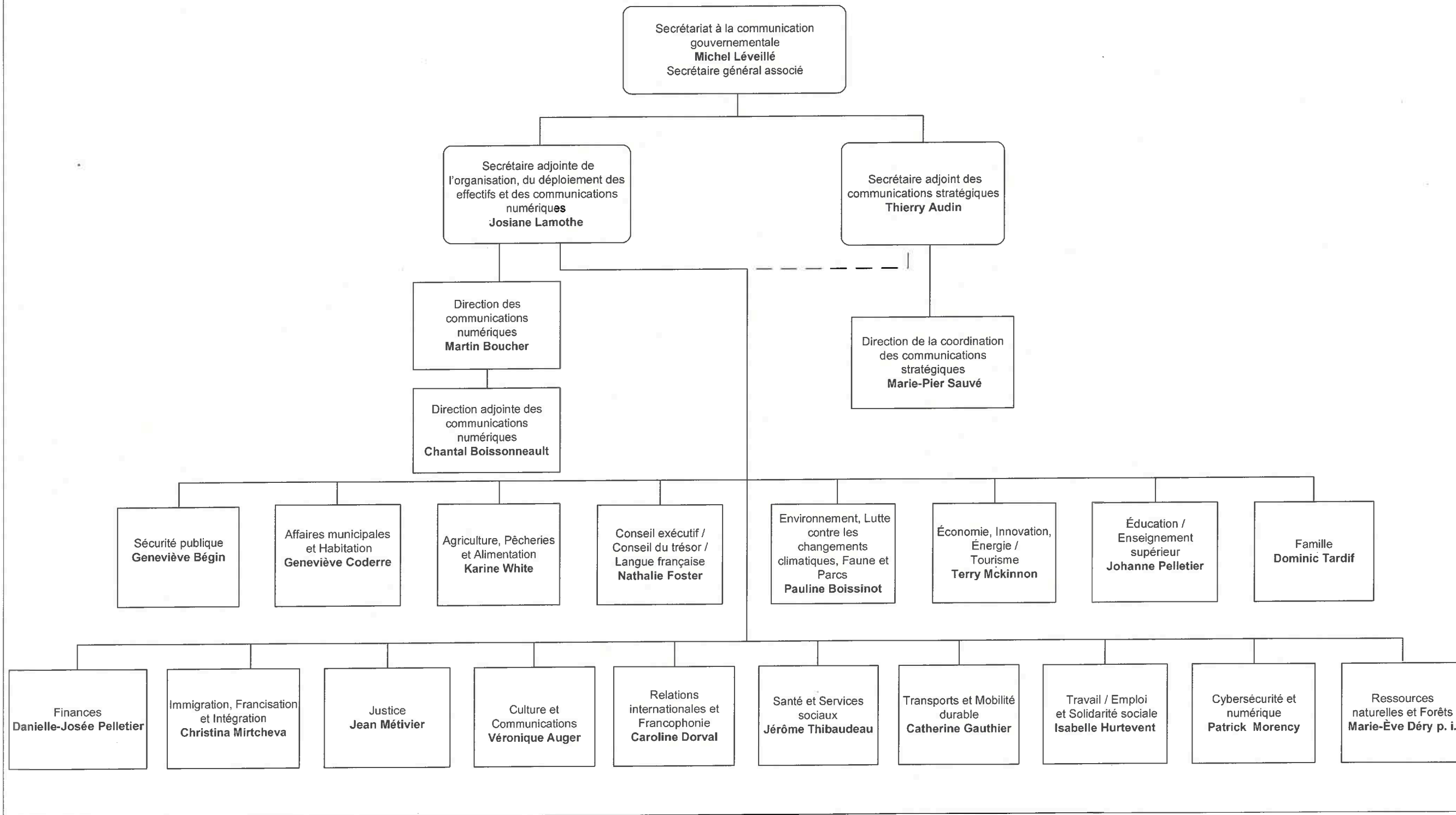
1. Organigramme détaillé du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.

L'organigramme se trouve à la page suivante.

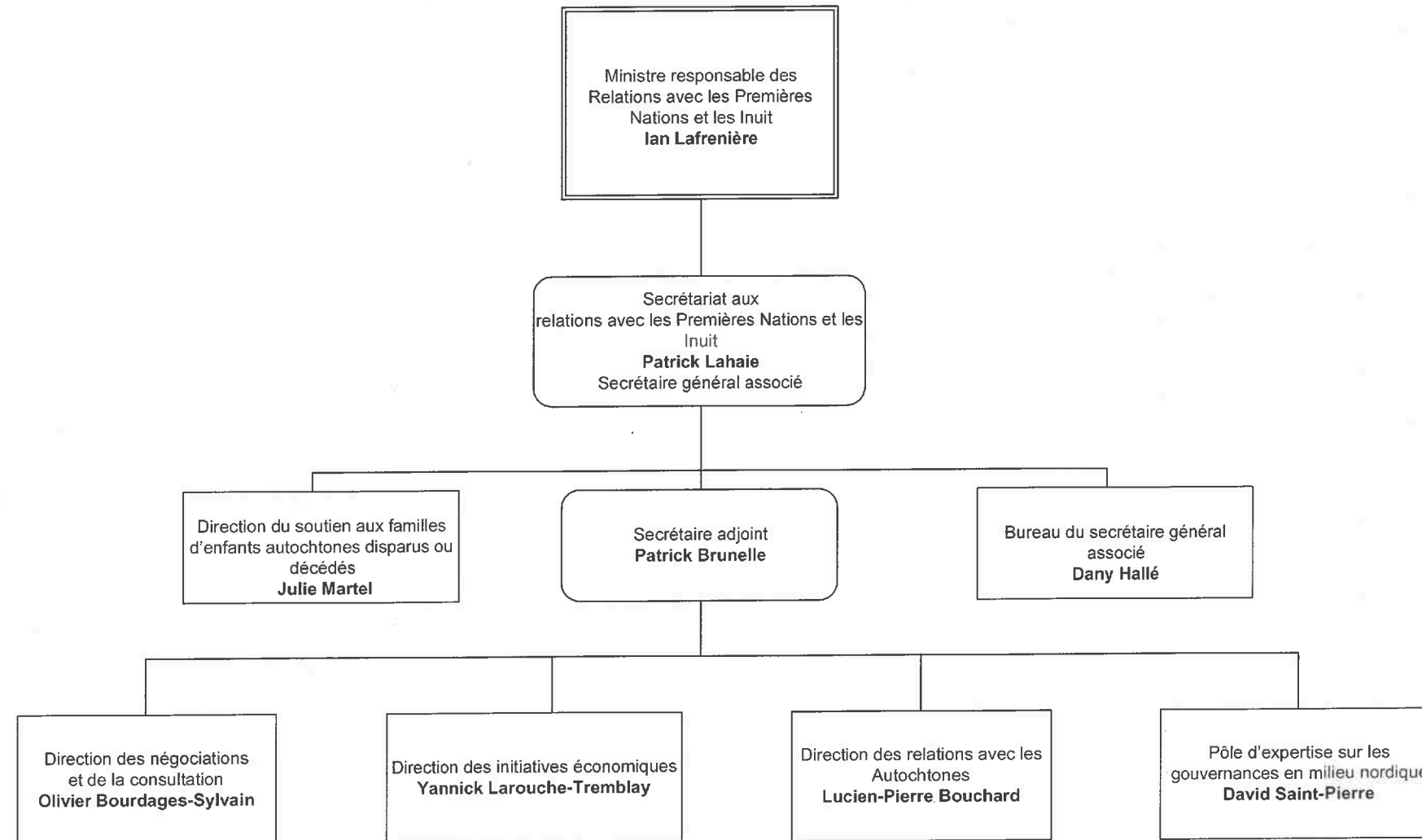



David Bahan
Secrétaire général et greffier
2025-03-06

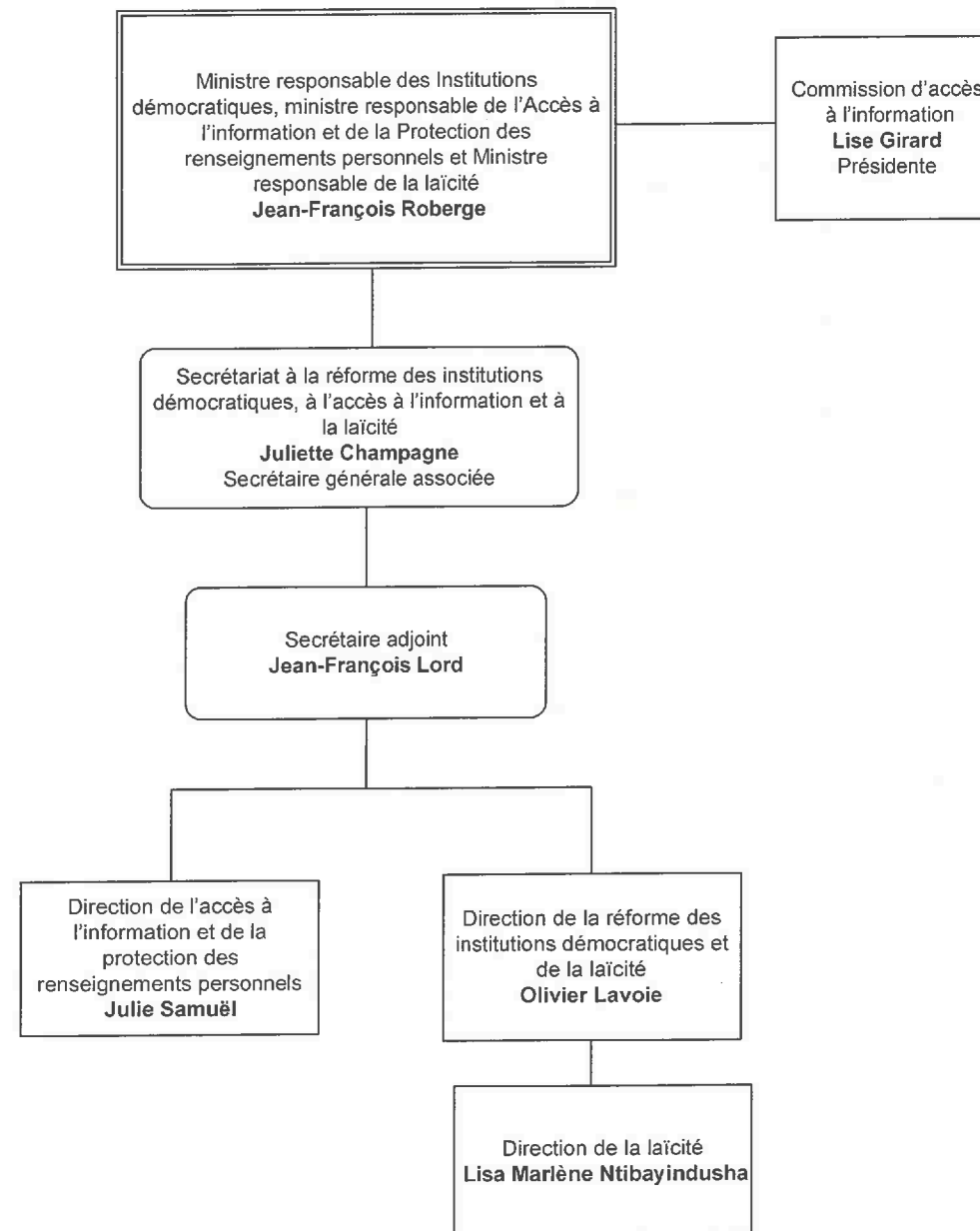
Secrétariat à la communication gouvernementale



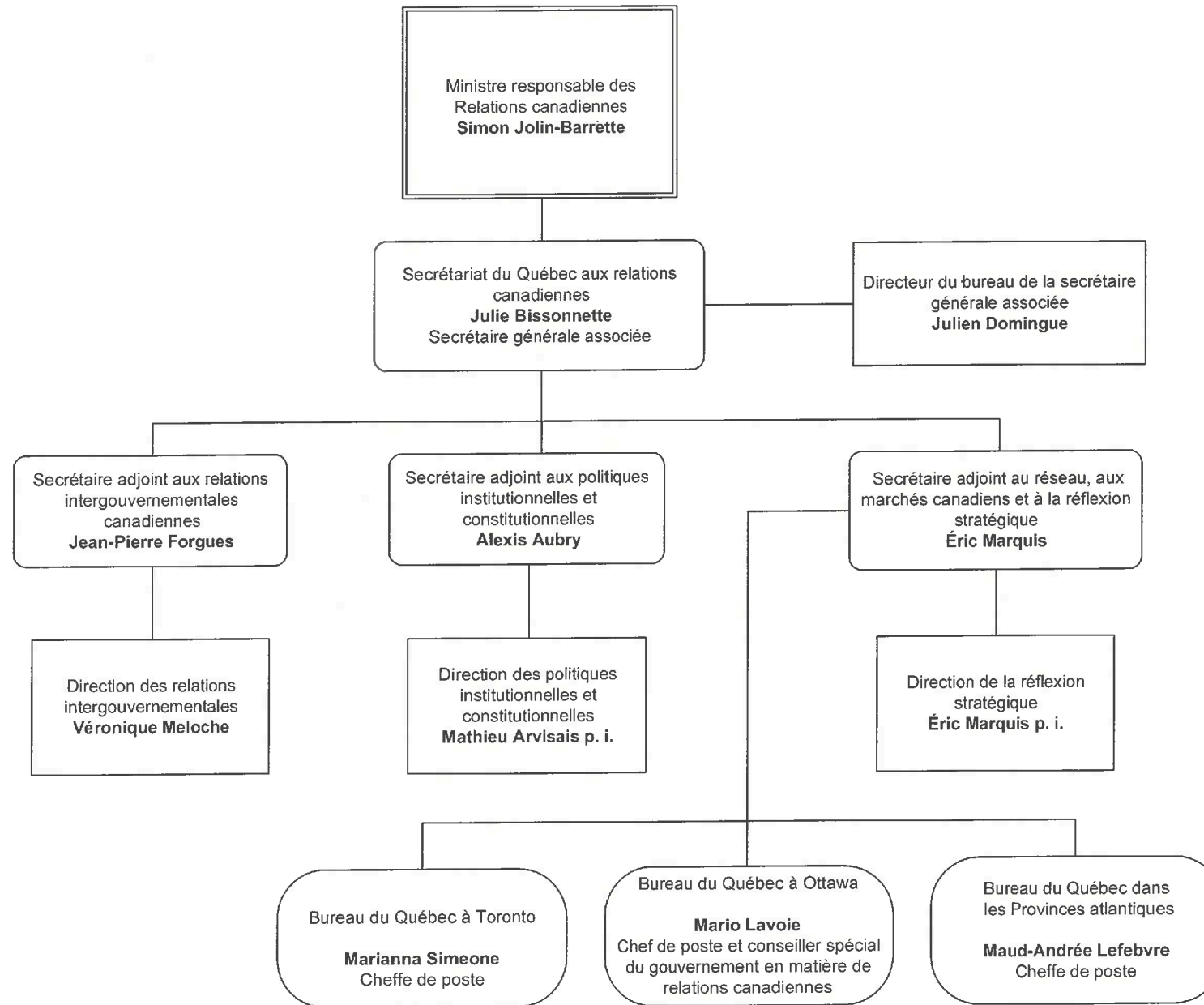
Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit



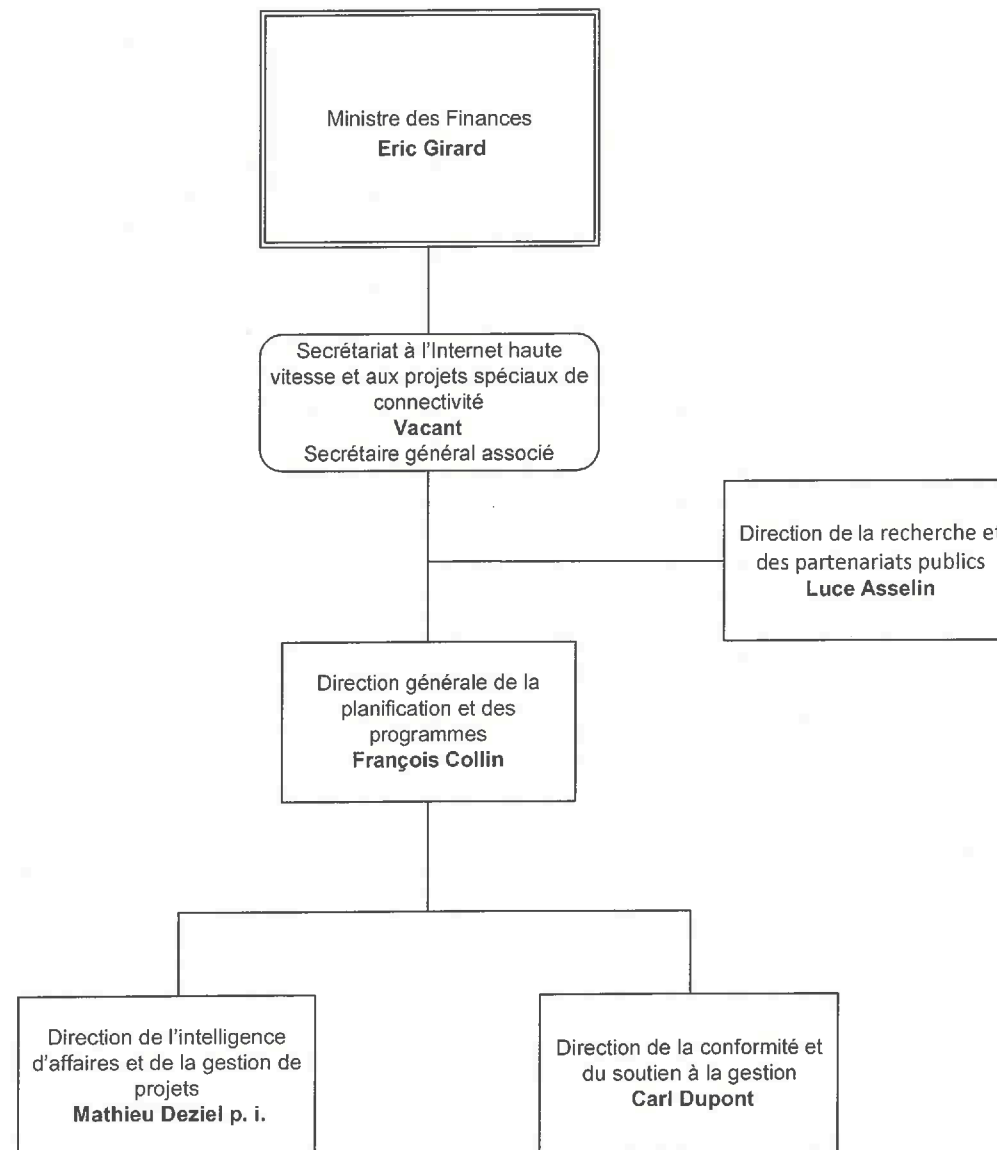
Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, à l'accès à l'information et à la laïcité



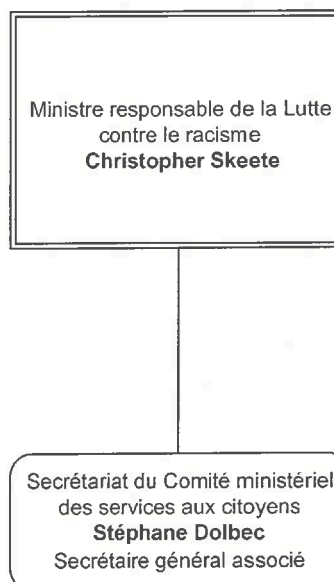
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes



Secrétariat à l'Internet haute vitesse et aux projets spéciaux de connectivité



Bureau de coordination de la lutte contre le racisme



**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

2. Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses reçues par le ministère ou du Secrétariat du Conseil du trésor pour l'année 2025-2026. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Les mesures d'économie demandées par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2025-2026 totalisent 4 297 k\$.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

3. Pour le ministère et chacun des secrétariats qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2024-2025 :

a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;

b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;

c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

PROGRAMME : Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif (Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif)			
DIRECTION DU MINISTÈRE	PROJETS	ORGANISMES	MONTANT DES FINANCEMENTS (\$)
Bureau de coordination de la lutte contre le racisme	Prix pour un Québec sans racisme 2024	Pierre, Johnley	5 000
Bureau de coordination de la lutte contre le racisme	Prix pour un Québec sans racisme 2024	Récif 02	5 000
		TOTAL	10 000

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

4. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2024-2025, l'âge de ces créances, ventilé par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer.

Réponse : aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

5. Copie de toutes les directives émises par le premier ministre, le secrétaire général, les secrétaires adjoints ou associés en 2024-2025.

En 2024-2025, aucune nouvelle directive n'a été émise en lien avec le décret n° 1668-2022 du 20 octobre 2022 concernant l'organisation et le fonctionnement du Conseil exécutif.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

6. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels et d'employés permanents, séparément par direction et séparément pour chacun des secrétariats.

PROGRAMME 2 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF	
Nombre et pourcentage d'employés occasionnels	Nombre et pourcentage d'employés permanents
2024-2025 52 occasionnels 4 %	2024-2025 1209 permanents 96 %

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. Salaires, avantages, primes (experts, émérites) et bonis versés aux professionnels, aux membres de la haute direction et aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 1^{er} mars 2024. Inclure les primes versées au personnel de cabinet.

Pour la période du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025, le salaire total versé aux cadres est de 10 116 281 \$.

Pour les professionnels : la réponse sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Pour les membres de la haute direction et les cadres, aucun boni n'a été versé.

Pour les primes (bonis) du personnel de cabinet, aucun boni n'a été versé.

Pour les indemnités de départ du personnel de cabinet, la somme s'établit à 588 500 \$.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

8. Effectifs affectés au ministère et à ses secrétariats en 2024-2025, avec date d'affectation, en précisant leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.

PROGRAMME 2 - SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF			
DU 1 ^{er} AVRIL 2024 AU 31 JANVIER 2025			
	FONCTIONNAIRES*	PROFESSIONNELS**	CADRES***
Nombre de mouvements	36	117	2
Lieu de travail	Québec, Montréal et autres	Québec, Montréal et autres	Québec
Salaire (\$)	41 567 à 62 806	49 127 à 98 182	96 209 à 123 148
<p>* Les salaires correspondent aux minimums et aux maximums des échelles de traitement au 1er avril 2024 (fonctionnaires).</p> <p>** Les salaires correspondent aux minimums et aux maximums des échelles de traitement au 1er avril 2024 (professionnels)</p> <p>*** Les salaires correspondent aux minimums et aux maximums des échelles de traitement au 1er avril 2024 (cadres).</p>			

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

9. Le nombre d'utilisations du Challenger depuis le 1^{er} mars 2024, incluant la date, la destination, les personnes à bord et la raison de l'utilisation.

Réponse : Aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

10. Nombre de personnes qui ont signifié leur intérêt à occuper un poste de dirigeant ou de membre d'organisme nommé par l'Assemblée nationale depuis le 1^{er} avril 2024¹.

ORGANISMES	NOMBRE DE CANDIDATS EN 2024-2025
Autorité des marchés publics	1
Comité de surveillance des activités de l'Unité permanente anticorruption	1
Commissaire à la langue française	2
Commissaire à la lutte contre la corruption	31
Commissaire à l'éthique et à la déontologie	3
Commissaire au lobbying	2
Commission d'accès à l'information	15
Commission de la fonction publique	3
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	44
Directeur des poursuites criminelles et pénales	0
Directeur général des élections	2
Protecteur du citoyen	4
Sûreté du Québec	1
Vérificateur général	3
TOTAL	112

¹Données du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025. Les données incluent les candidatures reçues à la suite d'appels de candidatures ou d'appels d'intérêt publiés sur le site Web du SES, ainsi que par le dépôt de candidatures spontanées sur le site Web du SES pour les postes de dirigeants ou de membres d'organismes nommés par l'Assemblée nationale.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

11. Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs, depuis le 1^{er} mars 2024, incluant, pour chacun, la date de mise à pied et l'allocation de départ versée.

Aucun cadre ni haut fonctionnaire n'ont été mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. Nombre de hauts fonctionnaires en 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

Le nombre de hauts fonctionnaires (titulaires d'un emploi supérieur à temps plein) est passé de 846 (au 31 janvier 2024) à 786 (au 31 janvier 2025).

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. Masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membres de directions. Fournir la ventilation par année.

	31 janvier 2025	
MINISTÈRES	NOMBRE	MASSE SALARIALE ANNUELLE (\$)
Sous-ministres	30	7 878 831
Sous-ministres associés ou adjoints	146	30 805 660
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	23	4 056 348
SOUS-TOTAL	199	42 740 839
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ORGANISMES (nomination ou fixation de la rémunération d'un dirigeant ou membre par décret, selon l'acte constitutif de l'organisme)	NOMBRE	MASSE SALARIALE ANNUELLE (\$)
Présidents	111	25 335 979
Vice-présidents	101	18 919 171
Membres et secrétaires	375	62 353 596
SOUS-TOTAL	587	106 608 746
TOTAL	786	149 349 585

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. Nombre de nominations pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membres des directions depuis le 1^{er} avril 2024.

MINISTÈRES	DU 1^{er} avril 2024 AU 31 janvier 2025
Sous-ministres	4
Sous-ministres associés ou adjoints	27
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	13
SOUS-TOTAL	44
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ORGANISMES	
Présidents	23
Vice-présidents	28
Membres et secrétaires	13
SOUS-TOTAL	64
TOTAL	108
Les données présentées sont du 1 ^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. Nombre de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membre des directions depuis le 1^{er} avril 2024.

MINISTÈRES	DU 1^{er} AVRIL 2024 AU 31 JANVIER 2025
Sous-ministres	3
Sous-ministres associés ou adjoints	1
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	-
SOUS-TOTAL	4
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ORGANISMES	
Présidents	5
Vice-présidents	6
Membres et secrétaires	36
SOUS-TOTAL	47
TOTAL	51

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

16. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2024-2025

- a) Échelles salariales utilisées;
- b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.

a) Échelles salariales utilisées

Échelles salariales des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein		
EMPLOIS DE SOUS-MINISTRES		
Niveau du poste	Depuis le 1 ^{er} avril 2024	
	Minimum normal	Maximum normal
Secrétaire général	253 942 \$	304 731 \$
SM5	234 897 \$	281 876 \$
SM4	211 620 \$	253 942 \$
SM3	205 204 \$	246 246 \$
SM2	193 334 \$	232 001 \$
SM1	181 460 \$	217 754 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

16. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2024-2025

- a) Échelles salariales utilisées;
- b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.

a) Échelles salariales utilisées

Échelles salariales des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein		
EMPLOIS DE SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS OU ADJOINTS		
Niveau du poste	Depuis le 1 ^{er} avril 2024	
	Minimum normal	Maximum normal
SMA3	193 334 \$	232 001 \$
SMA2	167 503 \$	217 754 \$
SMA1	144 249 \$	187 521 \$
DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX, DÉLÉGUÉS ET CHEFS DE POSTE		
Niveau du poste	Depuis le 1 ^{er} avril 2024	
	Minimum normal	Maximum normal
Délégué général	144 249 \$	187 521 \$
Délégué et chef de poste	130 732 \$	169 950 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

16. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2024-2025

- a) Échelles salariales utilisées;
- b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.

a) Échelles salariales utilisées

Échelles salariales des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein		
PREMIERS DIRIGEANTS, VICE-PRÉSIDENTS ET MEMBRES D'UN ORGANISME		
Niveau du poste	Depuis le 1 ^{er} avril 2024	
	Minimum normal	Maximum normal
DMO9	195 339 \$	253 942 \$
DMO8	189 416 \$	246 246 \$
DMO7	178 463 \$	232 001 \$
DMO6	167 503 \$	217 754 \$
DMO5	144 249 \$	187 521 \$
DMO4 (membre médecin)	135 647 \$	176 339 \$
DMO4	130 732 \$	169 950 \$
DMO3 (membre médecin)	117 714 \$	158 913 \$
DMO3	113 451 \$	153 155 \$
DMO2	97 969 \$	132 259 \$
DMO1	86 951 \$	117 387 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

16. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2024-2025

- a) Échelles salariales utilisées;
- b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.

a) Échelles salariales utilisées

Échelles salariales des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés		
PRÉSIDENTS-DIRECTEURS GÉNÉRAUX		
Niveau du poste	Depuis le 1 ^{er} avril 2024	
	Minimum normal	Maximum normal
PDG1	254 535 \$	330 897 \$
PDG2	235 682 \$	306 386 \$
PDG3	218 223 \$	283 693 \$
PDG4	202 058 \$	262 678 \$
PDG5	187 092 \$	243 221 \$
PDG6	130 708 \$	169 920 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

16. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2024-2025

- a) Échelles salariales utilisées;
- b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.

a) Échelles salariales utilisées

Échelles salariales des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés		
PRÉSIDENTS-DIRECTEURS GÉNÉRAUX ADJOINTS		
Niveau du poste	Depuis le 1 ^{er} avril 2024	
	Minimum normal	Maximum normal
PDGA1	202 941 \$	263 824 \$
PDGA2	187 907 \$	244 282 \$
PDGA3	173 991 \$	226 186 \$
PDGA4	161 102 \$	209 432 \$
PDGA5	149 168 \$	193 918 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2024-2025

- a) Échelles salariales utilisées;**
- b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;**
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.**

b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations à temps plein

Période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Hommes : 42,8 %

Femmes : 57,2 %

Diversité : 6,3 %

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

16. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2024-2025 :

- a) Échelles salariales utilisées;**
- b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;**
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.**

c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations à temps plein réalisées

Période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Salaire moyen

Hommes : 188 320 \$

Femmes : 180 819 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. Toute mesure ou action et budget octroyé pour garantir la présence d'au moins un membre provenant d'une minorité visible au sein de la majorité des conseils d'administration des sociétés d'État.

Juin 2020 : Création par le gouvernement du Québec du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

- Objectif : agir principalement dans les secteurs de la sécurité publique, de la santé, de la justice, du milieu scolaire, du logement et de l'emploi.

Décembre 2020 : Dépôt par le GACR de son rapport présentant 25 actions visant deux groupes particulièrement vulnérables face au racisme et à la discrimination, soit les minorités visibles et les Autochtones.

- L'action no 8 vise à « garantir la présence d'au moins un membre provenant d'une minorité visible au sein de la majorité des conseils d'administration (CA) des sociétés d'État visées par la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État (LGSE), d'ici cinq ans. »

Février 2021 : Engagement du gouvernement à donner suite à l'ensemble des recommandations du GACR et désignation d'un ministre responsable de la lutte contre le racisme.

Depuis juin 2021 : Des mesures et des actions ont été initiées pour soutenir, puis consolider l'atteinte de l'objectif énoncé dans l'action no 8 du rapport du GACR, notamment l'élaboration d'outils de sensibilisation, la formation ainsi que de l'accompagnement des dirigeants d'organisme pour faciliter le repérage des candidats appartenant aux groupes cibles.

Septembre 2021 : Atteinte de l'objectif de présence d'au moins une personne membre d'une minorité visible au sein de la majorité des CA des sociétés d'État (12 sur 23, soit 52,2 %).

- **Au 31 janvier 2025, 48 personnes de minorités visibles sont présentes au sein de 37 CA de sociétés d'État (soit 82,2 % de 45 sociétés d'État visées par la LGSE). L'objectif de l'action no 8 est donc toujours atteint.**

Mai 2022 : Lancement d'un programme triennal (2022-2025) de bourses et de formation en gouvernance, destiné aux membres des minorités visibles et ethniques (MVE).

- Objectif : accroître le bassin de membres de MVE formés à la gouvernance des sociétés d'État, tout en favorisant la représentativité au sein des CA de ces organisations.

Juin 2022 : Sanction de la Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives :

- Augmentation du nombre de sociétés d'État visées par la LGSE.

- Obligations pour chaque CA d'être composé d'au moins un membre considéré par le gouvernement comme représentatif de la diversité et de s'assurer que la composition des CA de l'ensemble des sociétés d'État reflète les différentes composantes de la société québécoise.

Mai 2023 : Adoption par le Conseil des ministres de la Politique favorisant la représentativité de la diversité de la société québécoise au sein des conseils d'administration des sociétés d'État.

- 31 mai 2025 : échéance fixée par la Politique pour que chacune des sociétés d'État visées par la LGSE compte au moins un membre représentatif de la diversité de la société québécoise au sein de son CA.

- **Au 31 janvier 2025, l'ensemble des sociétés d'État visées par la LGSE (45 sociétés d'État sur 45) comptent au moins un membre représentatif de la diversité de la société québécoise au sein de leur CA.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

18. L'effectif total et le budget total pour 2024-2025 du Secrétariat à la communication gouvernementale (incluant la masse salariale).

2024-2025		
Ces données incluent également l'effectif des directions des communications des autres ministères.	NOMBRE	MONTANT (k\$)
Effectif total	860	
Budget total ¹		66 887
Masse salariale ¹		66 042
¹ Données extraites du budget de dépenses 2024-2025.		

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. Les directives envoyées par le Secrétariat à la communication gouvernementale aux directions des communications des ministères et organismes.

Le Secrétariat à la communication gouvernementale (SCG) n' a pas transmis de directive aux directions des communications en 2024-2025.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

20. Toute directive en vigueur concernant l'atteinte de l'objectif de 4 % des dépenses de publicité dans les médias communautaires et résultats pour les campagnes publicitaires relevant du ministère.

En 1995, le gouvernement du Québec a émis un énoncé de politique visant à inciter les ministères et les organismes publics à investir au moins 4 % de leurs dépenses annuelles en placements publicitaires dans les médias communautaires. Le suivi de cette mesure a été confié au ministère de la Culture et des Communications (MCC).

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

21. Toute directive en vigueur concernant les placements publicitaires sur les plateformes numériques (Google, Facebook, etc.).

Une seule directive émanant du ministère du Conseil exécutif est en vigueur concernant les placements publicitaires sur les plateformes numériques. Elle concerne la suspension de placements sur META pour la majorité des campagnes publicitaires.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

22. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale :

- a) objet de la campagne;
- b) coût de la campagne;
- c) clientèle visée;
- d) moyens publicitaires utilisés;
- e) nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne.

MINISTÈRE	1 ^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 (\$)
Ministère du Conseil exécutif	2 873 700
Ministère de la Langue française	30 500
TOTAL	2 904 200

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. Le montant total des sommes investies en veille médiatique depuis le 1^{er} mars 2024 par le Secrétariat à la communication gouvernementale ainsi que par les cabinets. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Fournisseurs de services	Factures payées (\$)
Influence communications	220 299 \$
Données du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025	

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

24. Concernant les véhicules utilisés par le ministère, qu'ils soient loués ou achetés, veuillez fournir par véhicule :

- a) La description (marque, modèle, année)**
- b) Le coût mensuel;**
- c) L'unité administrative;**
- d) Le cabinet ministériel;**
- e) Le nom de la personne à qui le véhicule est fourni, son titre et son unité administrative ou cabinet ministériel;**
- f) Si un chauffeur/garde du corps est assigné.**

Le ministère du Conseil exécutif ne possède qu'un véhicule : une Toyota Sienna utilisée pour la messagerie.

Les renseignements concernant les ministres et les titulaires d'un emploi supérieur, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 19) : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/conseil-executif/acces-information/frais-depenses>.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

25. Concernant le projet DOSSDEC5 numérique, fournir pour 2024-2025 :

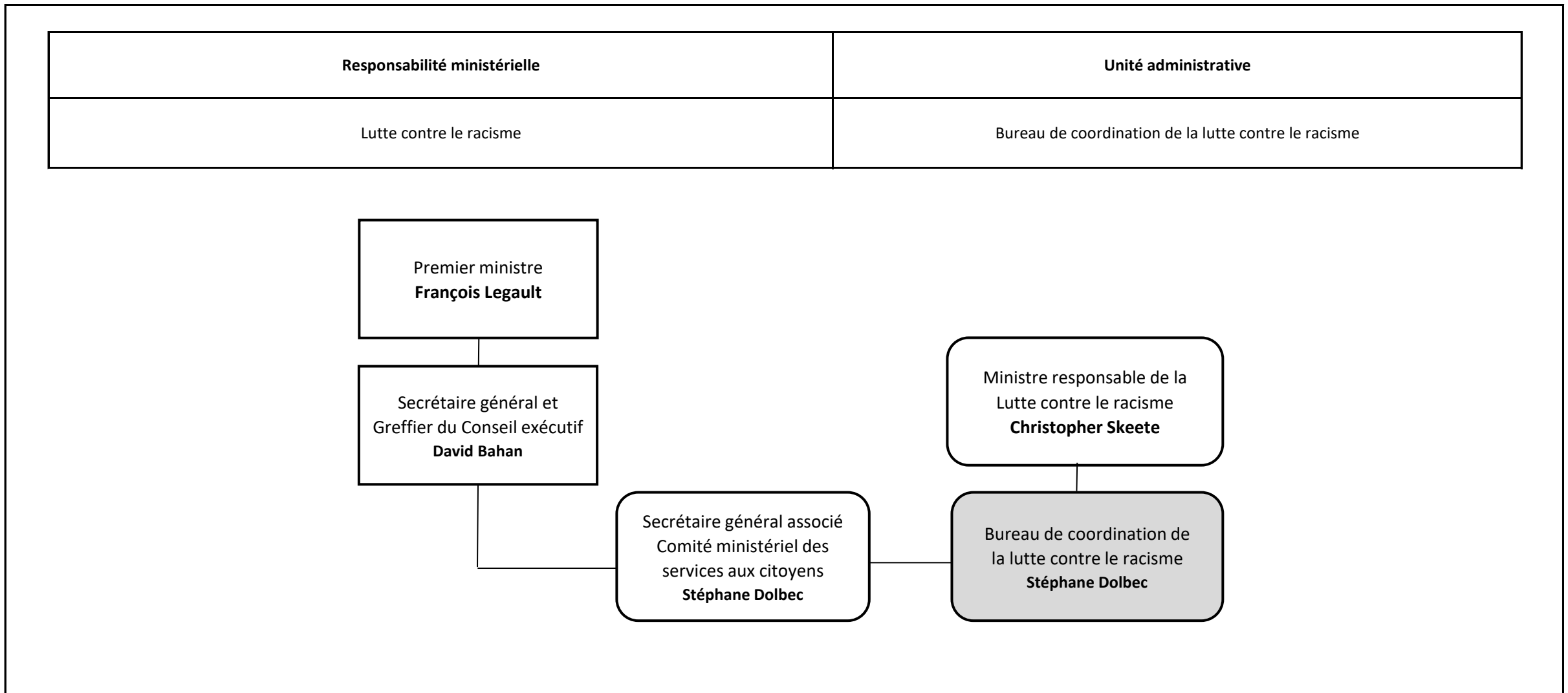
- a) Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026);**
- b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation;**
- c) Les entreprises d'infonuagique impliquées;**
- d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme;**
- e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route;**
- f) État d'avancement;**
- g) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.**

Pour les sous-questions a) et f), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante:
<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

Pour la sous question c), les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante:
https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels_d_offres_et_acquisitions/Courtier_en_infonuagique/LI_prestataires_qualifies_AO_courtier.pdf.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

26. Veuillez préciser le statut de la lutte contre le racisme au sein du ministère comme secrétariat, direction générale ou direction, ainsi que le portefeuille que représente cette division et l'organigramme.



**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

27. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, tous les projets financés au cours de l'année en précisant les retombées, l'état d'avancement et préciser ceux qui se sont vu refuser le financement ainsi que les raisons du refus.

Le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme n'administre pas de programme de soutien financier.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

28. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, concernant les campagnes de publicité, veuillez fournir le nombre de plaintes reçues, ainsi que de préciser les sujets et les ressources attirées pour celles-ci.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

29. Concernant le Groupe d'action contre le racisme et la réalisation des 25 actions du rapport, veuillez préciser :

- a) Les budgets affectés, les crédits dépensés et toujours disponibles pour chaque action;**
- b) L'état d'avancement pour chacune des actions;**
- c) Les crédits toujours disponibles pour chaque action;**
- d) L'état d'avancement pour chacune des actions.**

#	Actions	MO	Sommes dépensées en 2024-2025 (\$) ¹
1	<p>Interpellations policières</p> <p>Le 5 décembre 2023 entrain en vigueur la Ligne directrice sur les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière par un policier.</p> <p>Le 1^{er} avril 2024, a été déployé le cadre de collecte de données sur l'interpellation policière pour tous les corps de police du Québec.</p> <p>Le ministre recevra les rapports annuels de données au 31 mars 2025. La diffusion annuelle des données sur l'interpellation policière de l'année courante (du 1^{er} avril 2024 au 31 décembre 2024) est envisagée à l'été 2025, après consolidation et analyse.</p>	Ministère de la Sécurité publique	
2	<p>Pratiques mixtes</p> <p>La Sûreté du Québec (SQ) a mis en place des Équipes d'intervention mixte (ÉMIPIC) dans des milieux caractérisés par une forte présence autochtone (Sept-Îles en 2021, Maniwaki, Roberval et Joliette en 2022 et Chibougamau en 2023). Ces services sont offerts par des policiers de la SQ, ainsi que par des intervenants communautaires du ministère de la Santé et des Services sociaux.</p> <p>Cette collaboration a permis d'offrir des services adaptés à la clientèle vulnérable, notamment des interventions concertées qui limitent la judiciarisation de certains individus. Certaines équipes sont soutenues par un agent de liaison civil autochtone ou des services de liaison autochtone civile, en partenariat avec des organisations autochtones de ces milieux.</p>	Ministère de la Sécurité publique	3 341 389

¹ Sommes dépensées entre le 1er avril 2024 et le 31 janvier 2025.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

29. Concernant le Groupe d'action contre le racisme et la réalisation des 25 actions du rapport, veuillez préciser :

- a) Les budgets affectés, les crédits dépensés et toujours disponibles pour chaque action;**
- b) L'état d'avancement pour chacune des actions;**
- c) Les crédits toujours disponibles pour chaque action;**
- d) L'état d'avancement pour chacune des actions.**

#	Actions	MO	Sommes dépensées en 2024-2025 (\$) ¹
2	<p>Pratiques mixtes (suite)</p> <p>Soutien à la mise en place de 22 projets de pratique mixte via le Programme de soutien aux pratiques policières concertées en itinérance et en santé mentale.</p> <p>Au total, 3 000 000 \$ sont octroyés d'ici au 31 mars 2025 (mais aucune somme n'était versée au 31 janvier 2025).</p>	Ministère de la Sécurité publique	
	<p>La SQ a mis en place un cursus de formation continue pour les policiers qui sont appelés à intervenir avec les ÉMIPIC. Ce cursus comprend plusieurs formations sur les réalités autochtones et les interventions culturellement sécurisantes. Le financement de cette mesure est inclus dans le montant total de 3 341 389 \$ (indiqué à la page 29.1).</p>	Ministère de la Sécurité publique	
3	<p>Formation continue des policiers</p> <p>Projet de développement de formation pour contrer le racisme et le profilage racial et social destiné aux organisations policières :</p> <p>Des travaux sont en cours, de concert avec l'École nationale de police du Québec (ENPQ) afin d'offrir des capsules de sensibilisation sur le profilage racial et social aux policiers. Ces travaux s'effectuent en étroite collaboration avec la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) et le Commissaire à la déontologie policière.</p> <p>Le gouvernement a déjà annoncé un budget de 930 000 \$ sur 4 ans, pour la réalisation de ce projet. Les travaux ont débuté au cours de l'année financière 2021-2022.</p> <p>Les trois premières capsules de sensibilisation ont été déployées. La dernière capsule sera déployée au printemps 2025.</p>	Ministère de la Sécurité publique	206 605

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

29. Concernant le Groupe d'action contre le racisme et la réalisation des 25 actions du rapport, veuillez préciser :

- a) Les budgets affectés, les crédits dépensés et toujours disponibles pour chaque action;**
- b) L'état d'avancement pour chacune des actions;**
- c) Les crédits toujours disponibles pour chaque action;**
- d) L'état d'avancement pour chacune des actions.**

#	Actions	MO	Sommes dépensées en 2024-2025 (\$) ¹	
4	Domaine du logement	Formations dispensées en lien avec le racisme et le logement.	9 863	
		Publications sur les réseaux sociaux : - Avril 2024 : vidéo sur le racisme dans le logement; - Juillet 2024 : promotion de la Foire aux questions sur le logement; - Janvier 2025 : promotion de la formation offerte au grand public sur le droit au logement.	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	
5	Emplois dans le secteur de la construction	Analyse sur l'entrepreneuriat racisé dans le secteur de la construction.	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie	20 000
		Consultations auprès des associations patronales et syndicales ainsi qu'auprès de ministères et organismes.	Commission de la construction du Québec	
		Progression de la campagne climat sain dans l'industrie de la construction.	Commission de la construction du Québec	
		Collaboration avec le MIFI pour un projet-pilote de recrutement.	Commission de la construction du Québec	
		Mise en œuvre d'une identification volontaire.	Commission de la construction du Québec	
		Banque de candidatures destinée notamment aux minorités visibles.	Commission de la construction du Québec	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

29. Concernant le Groupe d'action contre le racisme et la réalisation des 25 actions du rapport, veuillez préciser :

- a) Les budgets affectés, les crédits dépensés et toujours disponibles pour chaque action;**
- b) L'état d'avancement pour chacune des actions;**
- c) Les crédits toujours disponibles pour chaque action;**
- d) L'état d'avancement pour chacune des actions.**

#	Actions	MO	Sommes dépensées en 2024-2025 (\$) ¹	
6	Reconnaissance des compétences des personnes immigrantes	Poursuite des discussions avec les autorités colombiennes, sénégalaises et marocaines en vue de conclure des ententes facilitant la reconnaissance des qualifications professionnelles. Poursuite de l'appui au projet d'Harmonisation des formations en sciences infirmières Québec-Sénégal (HaForSi) de l'Université de Montréal.	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	2 149
		Se doter d'un plan d'action concerté afin de mettre en œuvre un continuum de mesures visant à améliorer et accélérer la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	32 355 489
7	Emplois de la fonction publique	Poursuivre la mise en œuvre du Programme d'accès à l'égalité en emploi 2023-2028	Secrétariat du Conseil du trésor	
8	Conseils d'administration des sociétés d'État	Finalisation de la mise en œuvre du programme triennal (2022-2025) de bourses et de formation en gouvernance, destiné aux membres des minorités visibles et ethniques, qui a été annoncé en mai 2022: Volet 1 : inscription de 12 personnes (4 en 2024-2025) au programme de certification universitaire en gouvernance de sociétés du Collège des administrateurs de sociétés (CAS), par l'entremise de bourses. Volet 2 : participation de 72 personnes (24 en 2024-2025) à une nouvelle formation spécifique en gouvernance des sociétés d'État (formation de 23 heures dispensée par le CAS).	Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux emplois supérieurs)	99 500
9	Sensibilisation de la population	Élaboration et déploiement d'une campagne de sensibilisation contre le racisme et les préjugés : La 1re phase de cette campagne a démarré le 22 novembre 2021 et a pris fin le 30 janvier 2022. Un montant de 1 189 528 \$ avait été dépensé pour cette première phase, qui s'est déployée à la télévision et sur d'autres plateformes médiatiques. La 2e phase de la campagne est déployée au cours des années financières 2024-2025 et 2025-2026. Elle a été lancée le 15 novembre 2024. Un montant de 1 120 000 \$ est prévu en 2024-2025. Développée en partenariat avec le Réseau du sport étudiant du Québec (RSEQ) et mise en œuvre avec la collaboration des athlètes et des gens qui gravitent autour d'eux, la campagne « Mettons le racisme hors jeu » vise à sensibiliser la population québécoise aux réalités et aux conséquences du racisme dans le sport étudiant.	Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la communication gouvernementale)	50 000

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

29. Concernant le Groupe d'action contre le racisme et la réalisation des 25 actions du rapport, veuillez préciser :

- a) Les budgets affectés, les crédits dépensés et toujours disponibles pour chaque action;**
- b) L'état d'avancement pour chacune des actions;**
- c) Les crédits toujours disponibles pour chaque action;**
- d) L'état d'avancement pour chacune des actions.**

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2024-2025 (\$) ¹
10	Parcours scolaire des jeunes	Intégration du thème du racisme et de la discrimination dans le nouveau programme d'études Culture et citoyenneté québécoise.	Ministère de l'Éducation	
		Élaboration d'un guide complémentaire à l'intention des enseignants portant sur les ancrages existant dans l'ensemble du curriculum pour traiter de la question du racisme.	Ministère de l'Éducation	
		Poursuite de la promotion de l'éducation interculturelle, des pratiques inclusives et de la valorisation du vivre-ensemble.	Ministère de l'Éducation	702 200
11	Formation initiale des enseignants	Poursuite de la révision des programmes de formation à l'enseignement en tenant compte du Référentiel de compétences professionnelles de la profession enseignante publié en décembre 2020.	Ministère de l'Éducation	
12	Nomination d'un ministre	Désignation d'un ministre responsable de la Lutte contre le racisme (20 octobre 2022). Cette responsabilité ministérielle a été créée le 24 février 2021 avec la nomination, pour la première fois dans l'histoire du Québec, d'un ministre responsable.	N / A	
13	Formation pour les employés de l'État	Élaboration d'une formation de sensibilisation sur la question du racisme en vue de la rendre accessible au personnel de la fonction publique.	Ministère du Conseil exécutif (Bureau de coordination de la lutte contre le racisme)	16 811
		Élaborer et offrir une formation aux agents d'aide à l'emploi intitulée « Intervention en employabilité et réalités des personnes immigrantes ».	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	41 650

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

29. Concernant le Groupe d'action contre le racisme et la réalisation des 25 actions du rapport, veuillez préciser :

- a) Les budgets affectés, les crédits dépensés et toujours disponibles pour chaque action;
- b) L'état d'avancement pour chacune des actions;
- c) Les crédits toujours disponibles pour chaque action;
- d) L'état d'avancement pour chacune des actions.

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2024-2025 (\$) ¹
VOLET AUTOCHTONE				
14	Sensibilisation de la population	Élaborer et lancer une campagne de sensibilisation aux réalités autochtones	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et les Inuit	2 291 251
15	Sensibilisation des ordres professionnels	Sensibiliser à la promotion de l'élaboration de formations sur les réalités autochtones : Une correspondance du ministre Ian Lafrenière au Conseil interprofessionnel du Québec l'enjoignant à promouvoir l'élaboration de formations sur les réalités autochtones a été transmise.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et les Inuit	N/A
16	Formation initiale des enseignants	Intégration au Référentiel de compétences professionnelles de la profession enseignante des éléments pour la prise en compte des réalités autochtones.	Ministère de l'Éducation du Québec	
		Poursuite des travaux avec la Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones en regard de cette action.	Ministère de l'Éducation du Québec	
17	Contenu scolaire	Poursuite de la mise en œuvre du programme d'études Culture et citoyenneté québécoise et de l'actualisation des programmes de français, langue d'enseignement, avec une attention particulière aux contenus qui évoquent les perspectives et les parcours historiques des Autochtones.	Ministère de l'Éducation du Québec	
		Poursuite de l'actualisation des contenus du Programme de formation de l'école québécoise afin de prendre davantage en compte les réalités autochtones.	Ministère de l'Éducation du Québec	
		Soutien au développement d'outils, en collaboration avec des partenaires autochtones et des maisons d'édition ou autres éditeurs de contenus, afin d'appuyer l'enseignement des enjeux liés aux réalités autochtones.	Ministère de l'Éducation du Québec	90 000

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

29. Concernant le Groupe d'action contre le racisme et la réalisation des 25 actions du rapport, veuillez préciser :

- a) Les budgets affectés, les crédits dépensés et toujours disponibles pour chaque action;**
- b) L'état d'avancement pour chacune des actions;**
- c) Les crédits toujours disponibles pour chaque action;**
- d) L'état d'avancement pour chacune des actions.**

#	Actions	MO	Sommes dépensées en 2024-2025 (\$) ¹	
18	Formation our les employés de l'État	Dispenser une formation sur les réalités autochtones « Mikimowin », élaborée par l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, à des employés du MESS sur une durée de 3 ans.	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	49 255
		Offrir une formation générale en ligne sur les réalités autochtones accessible à l'ensemble du personnel des ministères et organismes.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et les Inuit	
		Offrir plusieurs formations différentes au sein de l'État québécois. Celles-ci peuvent porter sur la sensibilisation d'une manière générale en affaires autochtones.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et les Inuit	
		Offrir une formation spécifique aux intervenants de la santé et des services sociaux dans le réseau québécois du MSSS.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et les Inuit	
19	Langues autochtones dans les services publics	Sensibiliser les membres du gouvernement en les enjoignant à faire preuve d'ouverture envers les membres des PNI quant à l'usage de leurs langues dans le contexte de la fréquentation des services publics : Une correspondance du ministre Lafrenière à ses homologues a été transmise à cet effet.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et les Inuit	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

29. Concernant le Groupe d'action contre le racisme et la réalisation des 25 actions du rapport, veuillez préciser :

- a) Les budgets affectés, les crédits dépensés et toujours disponibles pour chaque action;**
- b) L'état d'avancement pour chacune des actions;**
- c) Les crédits toujours disponibles pour chaque action;**
- d) L'état d'avancement pour chacune des actions.**

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2024-2025 (\$) ¹
19	Langues autochtones dans les services publics (suite)	Sensibiliser les présidents-directeurs généraux (PDG) des établissements de santé et de services sociaux au droit des usagers autochtones à s'exprimer dans leur langue maternelle et pour demander de sensibiliser l'ensemble des équipes à cet égard : Une correspondance du ministre Lafrenière aux PDG des établissements de santé et de services sociaux a été transmise à cet effet.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et les Inuit	
20	Interpellations policières	Le 5 décembre 2023 entré en vigueur la Ligne directrice sur les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière par un policier. Le 1er avril 2024, a été déployé le cadre de collecte de données sur l'interpellation policière pour tous les corps de police du Québec. Le ministre recevra les rapports annuels de données au 31 mars 2025. La diffusion annuelle des données sur l'interpellation policière de l'année courante (du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024) est envisagée à l'été 2025, après consolidation et analyse.	Ministère de la Sécurité publique	
21	Ajout d'intervenants autochtones en services sociaux à certains corps policiers	Les équipes de Maniwaki et de Roberval ont débuté leurs opérations en avril 2022. Le service de liaison autochtone pour l'équipe de Maniwaki est offert par le Centre d'amitié autochtone (CAA) de Maniwaki et le Centre de santé de Lac Barrière. Pour Roberval, il est offert par le Centre Mamik ou par le personnel autochtone du CIUSSS du Saguenay Lac-Saint-Jean. L'équipe de Joliette a initié ses activités en novembre 2022. Le CAA de Lanaudière offre le service de liaison autochtone. L'équipe de Chibougamau est en place depuis janvier 2023. Une ressource issue du Cree Health Board assure la liaison autochtone. Les ententes protocolaires sont signées pour l'ensemble des EMIPIC.	Ministère de la Sécurité publique	Montant inclus dans la somme totale présentée à la mesure 2 – Pratiques mixtes
22*	Ressources des organismes communautaires	Soutenir les initiatives de justice communautaire en milieu urbain et dans les communautés autochtones.	Ministère de la Justice	620 000

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

29. Concernant le Groupe d'action contre le racisme et la réalisation des 25 actions du rapport, veuillez préciser :

- a) Les budgets affectés, les crédits dépensés et toujours disponibles pour chaque action;
- b) L'état d'avancement pour chacune des actions;
- c) Les crédits toujours disponibles pour chaque action;
- d) L'état d'avancement pour chacune des actions.

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2024-2025 (\$) ¹
	Ressources des organismes communautaires (suite)	Soutenir l'embauche de conseillers parajudiciaires issus des milieux autochtones pour exercer notamment des fonctions en protection de la jeunesse.	Ministère de la Justice	2 360 100
		Accroître les services par l'ajout de ressources pour soutenir les victimes dans le cadre du processus judiciaire auprès des organisations autochtones.	Ministère de la Justice	415 000
* Pour l'action 22, les montants indiqués dans la colonne « Sommes dépensées en 2024-2025 » sont prévionnels au 31 mars 2025.				
23*	Outil Gladue	Rémunérer les rédacteurs Gladue sous contrat sur la base de la bonification accordée en 2022-2023, rendre disponibles des rapports de type Gladue et soutenir la formation et l'embauche de rédacteurs Gladue auprès d'organismes autochtones.	Ministère de la Justice	250 000
24	Services d'interprètes	Poursuite des discussions avec des organismes autochtones intéressés par l'embauche, la formation et l'accréditation d'interprètes autochtones pour répondre aux besoins de la cour et des autres intervenants impliqués dans le milieu de la justice .	Ministère de la Justice	
25	Logement hors communauté	Début des travaux pour le milieu de vie à Québec.	Ministère de l'Enseignement supérieur	3 700 000
TOTAL = 46 621 262				
* Pour l'action 23, le montant indiqué dans la colonne « Sommes dépensées en 2024-2025 » est prévionnel au 31 mars 2025.				

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

30. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, liste des prix de reconnaissance sous la direction de la lutte contre le racisme en précisant tous les crédits prévus et affectés pour l'attribution de ces prix.

Prix de reconnaissance	Pour un Québec sans racisme
Crédits dépensés pour les prix 2024	22 347 \$
Crédits dépensés pour les prix 2025	0 \$

Note : les données présentées sont du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

31. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, liste de toutes campagnes d'information effectuées en précisant les crédits rattachés.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la demande de renseignements particuliers numéro 29, à l'action 9.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

32. Nombre d'ETC dédiés au Bureau de coordination de la Lutte contre le racisme et la liste des postes en indiquant s'ils sont comblés.

ETC du Bureau de coordination de la lutte contre le racisme : 5,5

Cinq postes de professionnels: un coordonnateur (comblé) et quatre conseillers stratégiques (trois comblés, un vacant);

Avec l'appui d'un poste d'adjoint administratif (effectif partagé).

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

33. Pour les cinq dernières années, indiquer les sommes engagées pour chacune des actions et mesures mises en œuvre pour sensibiliser la population à la lutte contre le racisme.

2021-2022

Campagne de sensibilisation contre le racisme et les préjugés à l'échelle du Québec : 1 189 528 \$

2022-2023

Prix Pour un Québec sans racisme 2022 : 11 598 \$

Prix Pour un Québec sans racisme 2023 : 10 888 \$

2023-2024

Prix Pour un Québec sans racisme 2023 : 23 368,42 \$

2024-2025

Campagne de sensibilisation contre le racisme : 50 000 \$

Prix Pour un Québec sans racisme 2024 : 22 347 \$

Note 1 : Pour les années 2021-2022 et 2022-2023, les données présentées sont du 1er avril au 28 février. Pour les années 2023-2024 et 2024-2025, les données présentées sont du 1er avril au 31 janvier. Étant donné que le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme a été créé en février 2021, seules les années financières 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 sont considérées pour les fins de cette question.

Note 2 : Les prix Pour un Québec sans racisme ont été créés en février 2022. La première cérémonie de remise des prix a eu lieu en mai 2022.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

34. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le caractère intersectionnel de la discrimination. Liste de personnel affecté à cet enjeu, liste des rencontres et des experts consultés pour 2024-2025.

Aucune étude, analyse, recherche, sondage, scénario ou projection portant sur ce sujet n'ont été menés par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme durant la période 2024-2025.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

35. Le nombre et la liste des documents produits par le Bureau de coordination de la Lutte contre le racisme et déposés dans le DOSSDEC.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

36. Veuillez nous fournir les indicateurs ou les cibles de performance utilisés pour mesurer l'efficacité de chacune des initiatives de lutte contre le racisme. Pour chacune des mesures, veuillez nous fournir les résultats obtenus par année, pour les cinq dernières années.

La réponse à cette question se trouve dans la réponse à la demande de renseignements particuliers numéro 29.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

37. Veuillez nous fournir la liste des mesures ayant eu des ajustements aux stratégies en fonction des résultats obtenus.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

38. Veuillez nous fournir une copie des mandats donnés à un comité indépendant ou non, chargé de surveiller l'efficacité des programmes et l'utilisation des crédits dédiés. Si un rapport ou un document a été produit, veuillez nous fournir une copie du document.

Aucun mandat n'a été donné par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme à un comité indépendant ou non, chargé de surveiller l'efficacité des programmes et l'utilisation des crédits dédiés.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

39. Copies de toutes les évaluations produites sur les initiatives de lutte contre le racisme.

Aucune évaluation sur les initiatives de lutte contre le racisme n'a été produite par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

40. Toute mesure ou action et budget octroyé afin de mettre en place une formation obligatoire et continue sur la question du racisme pour les employés de l'État.

La réponse à cette question se trouve dans la réponse à la demande de renseignements particuliers numéro 29, à l'action 13.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

41. Liste des formations obligatoires offertes aux fonctionnaires sur la lutte contre le racisme et les crédits dédiés. Pour chacune des formations, veuillez nous fournir le bilan des formations offertes en 2024-2025 ainsi que le nombre de participants, par ministère et organisme.

En 2024-2025, aucune formation obligatoire sur la lutte contre le racisme n'a été offerte aux fonctionnaires à l'emploi du Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

42. Les études, analyses ou avis produits pour mesurer l'impact des formations sur les pratiques administratives.

Aucune étude, analyse ou avis n'a été produit par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme pour mesurer l'impact des formations sur les pratiques administratives.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

43. Veuillez nous fournir une copie de toutes les études, analyses, ou avis produits en lien avec les campagnes de sensibilisation. Veuillez également nous fournir les détails des méthodes d'évaluation de ces campagnes.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

44. Pour chaque ministère et organisme, veuillez nous fournir le nombre de plaintes reçues pour discrimination raciale.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

45. Veuillez nous fournir le nombre de plaintes pour discrimination raciale reçues en lien avec des services publics (ex: soins de santé, services dans les écoles, etc.)

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

46. Délais moyens de traitement des plaintes pour discrimination raciale.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

47. Veuillez nous fournir le nombre de plaintes ayant mené à des sanctions ou des changements de pratiques, par ministère et organisme.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

48. Veuillez nous fournir la liste des ministères qui sont impliqués dans la lutte contre le racisme en nous fournissant une courte description de leur implication.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la demande de renseignements particuliers numéro 29, sous la colonne intitulée "MO".

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

49. Veuillez nous fournir les sommes liées à la lutte contre le racisme dans chacun des ministères et organismes.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la demande de renseignements particuliers numéro 29, sous la colonne intitulée 'Sommes dépensées en 2024-2025'.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

50. Veuillez nous fournir les mécanismes de coordination entre les ministères pour assurer la cohérence des actions.

Chaque ministère ou organisme est responsable de la mise en œuvre de ses propres actions en réponse au rapport du Groupe d'action contre le racisme. Au besoin, ils consultent le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025 - 2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ET DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Programme 02

Services de soutien auprès du premier
ministre et du Conseil exécutif

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

**Demande de renseignements particuliers
de l'opposition officielle et du troisième groupe d'opposition**

Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Table des matières

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

1. Salaire, avantages et bonis versés aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 28 août 2022.
2. Liste des CT réception du Conseil des ministres depuis le 28 août 2022, en indiquant, pour chacun des fournisseurs, le nom, les montants payés ainsi que la date du service fourni.
3. Montants déboursés, par mois, depuis le 28 août 2022, pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs; préciser le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.
4. La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.
5. Nombre de personnes suspendues avec ou sans solde depuis le 28 août 2022.
6. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2024-2025 qui n'ont pas été reconduits en 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis.
7. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2025-2026.
8. Fournir le nom du personnel abonné à la version payante du réseau social X dans le cadre de leur emploi et s'il y a lieu, le coût total de l'abonnement pour chacun d'eux pour 2024-2025.
9. Concernant le balado « Bonjour tout le monde », fournir tous les coûts reliés à la production, au tournage, à la compensation des invités et la mise en ligne. Fournir également le lieu de tournage et les couts reliés à leur location, s'il y a lieu. Fournir la liste du personnel affecté à la réalisation des épisodes. Ventiler par épisode.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demandes de renseignements particuliers – questions non répondues et motifs

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR1	QP3-1	Organigramme détaillé du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.	Référer à la réponse de la demande particulière de l'opposition officielle 1.
NR2	QP3-2	Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général ou l'un des secrétariats; fournir leurs mandats, les objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 73.
NR3	QP3-3	Liste des comités ministériels permanents du MCE, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 73.
NR4	QP3-4	Copie de toutes les directives émises par le premier ministre ou le secrétaire général depuis le 28 août 2022.	Référer à la réponse de la demande particulière de l'opposition officielle 5.
NR5	QP3-7	Liste des agences ou consultants engagés par le ministère et ses secrétariats depuis le 28 août 2022, incluant les montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 8.
NR6	QP3-9	Personnel affecté au MCE et à ses secrétariats, depuis le 28 août 2022, incluant la date d'affectation; préciser leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.	Référer à la réponse de la demande particulière de l'opposition officielle 8.
NR7	QP3-10	Liste des cadres et des hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs incluant, pour chacun, l'allocation de départ versée et le montant équivalent au préavis, et ce, depuis le 28 août 2022.	Référer à la réponse de la demande particulière de l'opposition officielle 12.
NR8	QP3-11	Liste des cadres et des hauts fonctionnaires qui ont été ou qui sont sans affectation depuis le 28 août 2022, avec, pour chacun : a) la durée; b) le salaire total versé; c) la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 72.
NR9	QP3-12	Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis le 28 août 2022.	Référer à la réponse de la demande particulière de l'opposition officielle 13.
NR10	QP3-13	Depuis le 28 août 2022, évolution de l'effectif de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme, membre de direction.	Référer à la réponse de la demande particulière de l'opposition officielle 14.
NR11	QP3-14	Depuis le 28 août 2022, nombre de nominations ou de renouvellements de contrat pour les postes de sous-ministre, de sous-ministre associé, de sous-ministre adjoint, de dirigeant d'organisme, de membre de direction.	Référer à la réponse de la demande particulière de l'opposition officielle 15 et 16.
NR12	QP3-16	Pour chacune des campagnes publicitaires imputées aux crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale depuis le 28 août 2022 : a) objet; b) coût; c) clientèle visée; d) moyens publicitaires utilisés (type de média, fréquence et durée); e) nom de la firme et ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne; f) firme responsable du placement média; g) et, selon le cas, y a-t-il utilisation de l'image du premier ministre ou d'un ministre dans le cadre de la campagne?	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 23.
NR13	QP3-18	Depuis le 28 août 2022, la liste de tous les voyages effectués en Challenger par le premier ministre.	Référer à la réponse de la demande particulière de l'opposition officielle 9.
NR14	QP3-19	La liste des rencontres du premier ministre avec ses homologues des autres provinces et territoires canadiens, et ce, depuis le 28 août 2022. Pour chacune de ces rencontres, la date, les coûts, les sujets abordés, ainsi que la liste des personnes présentes représentant le gouvernement du Québec.	Question particulière référée au Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.
NR15	QP3-22	Copie de toute nouvelle directive formulée à l'attention des directions de communication ministérielles.	Référer à la réponse de la demande particulière de l'opposition officielle 20.
NR16	QP3-23	Copie de toute correspondance adressée au premier ministre du Canada et/ou aux premiers ministres des autres provinces.	Question particulière référée au Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR17	QP3-24	Copie de l'ensemble des documents, notes et rapports, ainsi que la liste des rencontres tenues, comprenant les coûts, en lien avec l'élaboration de la politique d'affirmation du Québec et des relations canadiennes. Coûts liés à la boîte de dialogue DialogueQcCan@mce.gouv.qc.ca. Nombre de courriels reçus depuis juin 2017.	Question particulière référée au Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.
NR18	QP3-25	Nombre d'incidents en sécurité de l'information depuis 2014 au cabinet du premier ministre.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 57.
NR19	QP3-26	Nombre de personnes ayant signifié leur intérêt pour un poste de dirigeant ou de membre d'organisme nommé par l'Assemblée nationale en 2023-2024 et en 2024-2025, incluant une copie de leur curriculum vitae et de la lettre d'intérêt l'accompagnant, le cas échéant. Ventilation par poste convoité.	Référer à la réponse de la demande particulière de l'opposition officielle 10.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

1. Salaire, avantages et bonis versés aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 28 août 2022.

Pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, le salaire total versé aux cadres est de 10 116 281 \$.

Aucun boni n'a été versé.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

2. Liste des CT réception du Conseil des ministres depuis le 28 août 2022, en indiquant, pour chacun des fournisseurs, le nom, les montants payés ainsi que la date du service fourni.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3. Montants déboursés, par mois, depuis le 28 août 2022, pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs; préciser le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). L'information est disponible à l'adresse suivante :
<http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/pub/contrat-pub-promo.asp>.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du Ministère <https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/engagements-et-contrats/index.asp>.
Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

4. La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.

SECRÉTARIAT À LA COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE (SCG)	
Le SCG est formé de plus de 800 personnes réparties dans l'ensemble des ministères. Cette liste inclut le personnel des unités centrales du Secrétariat à la communication gouvernementale, de la Direction des communications numériques gouvernementales, de même que celui de la Direction des communications du ministère du Conseil exécutif, du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère de la Langue française. La liste exclut le personnel des directions des communications des autres ministères.	
Auclair, Jean	Audin, Thierry
Belzile, Karine	Bédard, Marc
Bernier-Bergeron, Pascale	Béland, Étienne
Bérubé, Marjorie	Bélanger, Elliot
Boissonneault-Gingras, Cynthia	Bergeron, Barbara Ann
Camiré, Philippe	Bernier-Héroux, Mathilde
Cavanagh, Daniel	Bilodeau, Marie
Clavet, Édith	Bissonnette, Hugo
Cliche, Andrée-Anne	Bissonnette, Laurence
Daudelin, Marie-Pierre	Blais, Raphaël
Demers, Marie-Hélène	Boissonneault, Chantal
DeRico, Gabrielle	Bouchard, Sandrine
Deschesnes, Johanne	Boucher, Martin
Deschênes, Michaël	Boulay, Annick
Dubuc, Marie-Line	Boutin, Catherine
Dumont, Laurie	Caron, Nadia
Fiset, Alexandre	Chouinard, Jean
Forgues, Zacharry-David	Cimon-Mattar, Noémie
Foster, Nathalie	Courchesne, Marie-Anne
Gagné, Kimberly	Coursol, Christopher
Gagné, Mireille	Couture, Jérémie
Gendreau, Isabelle	Fortin, Elliot

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

4. La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.

Germain, Julie	Gagnon, Sophie
Gonçalves Hoffmann, Anita	Garcia, Guillaume
Gosselin, Jérôme	Garon, Karine
Grenier, Ariane	Gaulin-Durand, Bénédicte
Goupil-Nadeau, Camille	Gaumond, Patrick
Kone, Ibrahim-Massagninni	Grenier, Amélie
Lachance, Patrick	Guérard, Émilie
Lajeunesse, Zoé	Hachimi, Marya
Langlais, Théo	Houle, Delphine
Lapointe, Anne-Marie	Hubert, Delphine
Leblanc, Jessica	Imbeault, Mathieu
Levesque, James	Lamothe, Josiane
Magny, Claudine	Lapierre, Christiane
Mercier, Lisa	Larose, Anne
Morin, Renée	Larose, Salina
Morin, Yannick	Lavoie, Antoine
Ngo Minka, Ann Elisabeth	Leclerc, Catherine
Normandin, Hélène	Lefebvre, David
Niang, Bocar	Lenoir, Alexandra
O'Farrell, Clara	Léveillé, Michel
Paquet, Catherine	Moran, William
Pellerin, François-Xavier	Muckle, Karl
Plinke, Aurélie	Munos, Marc
Rioux, Maxime	Normandin, Hugo

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

4. La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.

Roy, Ophélie	Patenaude, Nicolas
Sagnon, Yssoufou	Poirier, Éloïse
Sandoval, Claudia	Poisson, Éric
Sénéchal, Andrée-Ann	Rochette, Émilie
Simard-Bergeron, Annabelle	Rodrigue, Alycia
Touh, Elhoussine	Sauvé, Marie-Pier
Vachon, Caroline	Simard, Guy
Verreault, Mélodie	St-Louis, Olivier
Zehe, Laetitia	Thiney, Nouria
Alain, Steeve	Thiney, Romane
Arguin, Alexis	Turgeon-Girard, Stéphanie
Arteau-Leclerc, Camille	Verville, Victor
Audet, Catherine	Watelle, Philippe-Olivier

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

5. Nombre de personnes suspendues avec ou sans solde depuis le 28 août 2022.

Cinq personnes ont été suspendues avec ou sans solde au cours de la période.

Note : Les données présentées sont du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

6. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2024-2025 qui n'ont pas été reconduits en 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Réponse : aucun

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

7. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2025-2026.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans le Volume 3 du Budget de dépenses 2025-2026 « Crédits et dépenses des portefeuilles ».
<https://www.tresor.gouv.qc.ca/budget-de-depenses/budget-de-depenses-2025-2026/>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

8. Fournir le nom du personnel abonné à la version payante du réseau social X dans le cadre de leur emploi et s'il y a lieu, le coût total de l'abonnement pour chacun d'eux pour 2024-2025.

L'équipe des médias sociaux et du marketing numérique à la Direction des communications numériques gouvernementales possède un abonnement pour la gestion du compte @GouvQc. Les frais sont de 115 \$.

Données du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

9. Concernant le balado « Bonjour tout le monde », fournir tous les coûts reliés à la production, au tournage, à la compensation des invités et la mise en ligne. Fournir également le lieu de tournage et les coûts reliés à leur location, s'il y a lieu. Fournir la liste du personnel affecté à la réalisation des épisodes. Ventiler par épisode.

La production, le tournage et la mise en ligne des épisodes du balado « Bonjour tout le monde » sont effectués par du personnel du Cabinet du premier ministre. Tous les épisodes ont été tournés dans des locaux appartenant au ministère du Conseil exécutif, sans frais de location. Aucun coût n'est associé à ces étapes. Pour 2024-2025, aucun épisode n'a été enregistré.